

Les troupes italiennes en France durant la première guerre mondiale: entre commémoration et oubli

Deux cimetières de guerre majeurs, situés l'un à Bligny dans la Marne et l'autre à Soupir dans l'Aisne, recueillent aujourd'hui encore les dépouilles de plusieurs milliers de soldats italiens qui se battirent en France lors de la Grande Guerre. Appartenant à la «Légion garibaldienne», aux diverses troupes auxiliaires ou au II^e corps d'armée du général Albricci, ils apportèrent une contribution importante à l'effort de guerre allié sur le front occidental.

Pourtant, dans les années du fascisme, leur commémoration se heurta à la dégradation des relations entre la France et l'Italie, et le mémorial qu'il avait été prévu de leur ériger à Bligny, ne vit jamais le jour. Par la suite, les hostilités de la deuxième guerre mondiale contribuèrent à effacer encore plus le souvenir de ces soldats aujourd'hui largement oubliés.

A l'approche du 90^e anniversaire de la deuxième bataille de la Marne et des combats du chemin des Dames, auxquels le II^e corps d'armée italien participa activement, cet article souhaite retracer l'histoire de ces soldats, volontaires ou pas, qui se battirent et moururent, parfois avec enthousiasme, pour un pays qui n'était pas le leur.

La situation de l'Italie lors du déclenchement des hostilités

Au moment où la guerre éclatait entre les empires centraux et les puissances de l'Entente, l'Italie se trouvait placée dans une situation particulièrement délicate, partagée entre trois stratégies possibles. Bien que liée par la «Triple Alliance» à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie, son entrée en guerre à côté de ces deux puissances paraissait contraire à tous ses intérêts et difficilement concevable¹.

En fait, le choix s'offrait à l'Italie entre la neutralité (situation objectivement favorable aux empires centraux) et l'engagement dans le conflit à côté de

1. L'alliance entre l'Italie, l'Allemagne et l'Autriche était purement défensive. L'Italie respectait les termes du traité en refusant d'entrer en guerre à côté des empires centraux, alors que le conflit avait été déclenché d'initiative par l'Autriche d'abord et par l'Allemagne ensuite, sans que Rome soit consultée. Toutefois, la convention militaire entre les trois pays signataires, renouvelée le 11 mars 1914, prévoyait en cas de guerre contre la France de diriger sur le Rhin trois corps d'armée et deux divisions de cavalerie de l'armée italienne. Le 31 juillet 1914, le chef d'état-major italien, le général Cadorna, remettait encore au roi un mémoire concernant les modalités d'envoi en Allemagne de forces italiennes considérables.

l’Entente. Cette dernière solution aurait permis à l’Italie de récupérer les territoires de Trente et de Trieste, habités par une population italienne mais faisant partie intégrante de l’empire autrichien, et de parachever ainsi son processus d’unification nationale entamé en 1859.

L’option de la guerre, bien que peu populaire dans le pays, était défendue âprement par une minorité hétéroclite particulièrement active constituée de trois groupes aux idéologies fort distinctes. A côté de la droite nationaliste, déterminée à assurer au pays la domination de l’Adriatique et une influence prépondérante sur les Balkans voire des agrandissement dans les colonies, on trouvait également une gauche démocratique et républicaine, héritière spirituelle de Garibaldi et soucieuse avant tout de voler au secours de la France, patrie des droits de l’homme. Ses militants, « favorables à l’irrédentisme anti-autrichien par fidélité aux luttes du Risorgimento », étaient convaincus que la guerre était le seul moyen pour l’Italie de « soutenir la France démocratique et anticléricale contre les empires centraux, autoritaires et réactionnaires ».² Le troisième groupe d’interventionnistes était représenté par certains militants d’extrême gauche se réclamant du mythe de la guerre révolutionnaire. Leur position était exposée de façon claire par le socialiste De Ambris :³

« Si demain la grande lutte demandait notre intervention pour empêcher le triomphe de la réaction féodale, militariste, pangermaniste, pourrons-nous la refuser ? Ou bien nous ne sentirons pas résonner dans nos cœurs, comme de furieux sons de cloches à la volée, l'épique invocation lancée par Blanqui en 1870, quand les Allemands traversèrent les frontières de la France ? Camarades ! Je pose la question : que ferons-nous quand la civilisation occidentale sera menacée d'être suffoquée par l'impérialisme allemand et que seule notre intervention puisse la sauver ? A vous la réponse ! »

Un autre célèbre tribun de l’extrême gauche de l’époque, Benito Mussolini, n’hésitait pas à faire appel aux idéaux de solidarité avec la République Française : « La guerre européenne est inévitable, et la France en sera la première victime [...]. La défaite de la France serait un coup mortel pour la liberté en Europe. » Il assortissait toutefois ces mots généreux de propos beaucoup plus cyniques : « Si nous nous battons avec courage, il sera plus facile pour nous, après la guerre, de prendre en main les leviers du pouvoir. »⁴

La maçonnerie italienne était également favorable à la guerre. Dès le 6 septembre 1914, le grand maître Ettore Ferrari avait transmis au président du conseil des ministres Salandra un ordre du jour du Grand Orient prônant l’intervention à côté des puissances de l’Entente.⁵

2. Pierre Milza, *Mussolini*, Paris, Fayard, 1999, p.168.

3. A. De Ambris, discours du 19 août 1914 – cité par R. de Felice, *Mussolini il rivoluzionario*, p. 235.

4. Mussolini - entretien avec Michele Campana, 28 juin 1914 (cité par Paolo Monelli, *Mussolini piccolo borghese*, Vallardi ed., 1983, p. 53).

5. Giorgio Candeloro, *Storia dell’Italia moderna – volume VIII^e*, Milano, Feltrinelli, 1996.

Mais, sans attendre la décision du gouvernement italien et l'entrée en guerre officielle de leur pays, nombre d'italiens – provenant le plus souvent des rangs démocratiques voire de l'extrême gauche ou simplement attachés sentimentalement à la France où nombre d'entre eux avait émigré – s'impliquèrent dans le conflit dès le début des hostilités. Deux possibilités s'offraient à eux : soit l'engagement à titre personnel dans l'Armée française, soit l'intégration dans la « Légion garibaldienne ».

Les volontaires italiens dans l'armée française⁶

Comme l'indique le tableau suivant, sur un effectif total de 29 796 étrangers engagés au début de la guerre dans les rangs de l'armée française, les volontaires italiens constituaient, et de loin, l'effectif le plus considérable⁷:

Nationalité	Engagés	Morts
Italiens	7 125	608
Russes	2 848	313
Grecs	2 702	234
Belges	2 662	425
Suisses	2 007	492
Autrichiens	1 528	248
Espagnols	1 328	325
Luxembourgeois	979	296
Roumains	897	175
Allemands	868	164
Turcs	862	107
Polonais	698	136
Tchécoslovaques	678	157
Américains	561	112

Le chiffre des Italiens comprend les 2 200-2 300 volontaires qui s'engagèrent dans la Légion garibaldienne (cf. ci-dessous). Les autres le firent à titre individuel, souvent en intégrant la Légion étrangère.

Pour le nombre des morts, les Italiens arrivent également en tête. Leur pourcentage moins important par rapport à ceux des autres pays, s'explique par

6. Je rappellerai pour mémoire, que l'engagement de volontaires italiens dans les rangs des armées françaises avait d'illustres précédents avant la première guerre mondiale. C'est ainsi qu'en 1796 fut créée la Légion lombarde, inspirée des principes de la Révolution française, qui se battit à côté des armées de la République française. C'est cette unité qui, le 9 novembre 1796, déploya sur la place du dôme, à Milan, le premier drapeau tricolore italien de l'histoire.

7. Source : *Rapport présenté à la Chambre des députés le 29 juillet 1924 par le député Des Lyons de Feuchin*, Paris, imprimerie de la Chambre des députés, 1924. Je n'ai pas retenu les volontaires des autres nations dont le nombre total des engagés fut inférieur à 500.

le fait qu'un grand nombre d'engagés italiens intégrèrent les rangs de l'armée italienne à partir de 1915.

La plupart de ces engagés italiens, vivaient déjà en France au moment du déclenchement des hostilités : leur choix était souvent déterminé par la volonté de s'insérer dans leur patrie d'adoption, en payant si nécessaire le « prix du sang ».⁸

Fait emblématique, en 1915, après l'entrée en guerre de l'Italie, Mussolini, s'étant vu refuser – provisoirement – son engagement volontaire dans les rangs de l'armée italienne, avait envisagé de se porter volontaire dans l'armée française.⁹

La Légion garibaldienne

A peine la guerre déclarée, le chef du « clan » des Garibaldi, le vieux Ricciotti, adressa le 6 août 1914 la lettre suivante à M. Raqueni, secrétaire de la Ligue franco-italienne :

« Je réponds à votre dépêche pour vous dire que je suis toujours le franc-tireur de 1870 et que le drapeau du 61^e prussien attend les autres de l'armée allemande au Musée militaire de Paris. Si le Gouvernement français veut, je suis prêt à prendre la place de mon père, organiser, dans l'Est de la France, les corps francs, français et étrangers ; je crois pouvoir réunir de 20 000 à 40 000 hommes, et ça pourrait être utile. Veuillez en parler à votre gouvernement et faites-moi savoir quelque chose. »¹⁰

Le gouvernement français remercia pour cette généreuse proposition, mais ne souhaita pas y donner suite. Toutefois, l'idée avait germé : elle se concrétisera peu après sous la forme de la Légion garibaldienne.

Dénommée officiellement 4^e régiment de marche du 1^{er} régiment de la Légion étrangère, l'unité comptait un effectif de 2 206 hommes, tous italiens en dehors d'une poignée d'officiers français.¹¹ On y trouvait notamment cinq petits-

8. A la veille de la première guerre mondiale, avec 419 234 ressortissants sur un total de 1 159 835 étrangers, les immigrés italiens constituaient la communauté la plus nombreuse en France. Il est à noter que le 82 % des engagés italiens de la Légion garibaldienne demeuraient en France (source : Hubert Heyriès, *Les Garibaldiens de 14*, Nice, Serre, 2005, p. 104).

9. « Saro' dunque constretto, pur di uscire da questa situazione, a disertare ed arruolarmi in Francia ? » (Je serai donc contraint, pour sortir de cette situation, de désérer et m'enrôler en France ?). Lettre de Mussolini à Barzilai du 26 juillet 1915, cité par Renzo de Felice, *Mussolini il rivoluzionario*, p. 321.

10. Lettre de Ricciotti Garibaldi à M. Raqueni, 6 août 1914 ; citée par Camillo Marabini, *Les Garibaldiens de l'Argonne*, 1^{re} éd. 1917, Nîmes, Lacour, 2005, p. 30/31. Lors de la guerre de 1870, les troupes de Garibaldi s'étaient emparées, près de Dijon, du drapeau du 61^e régiment d'infanterie prussien.

11. Quatre autres régiments de marche, composés eux aussi en large partie d'étrangers, furent créés en 1914 au sein de la Légion étrangère. En raison des pertes subies et de l'entrée en guerre de nombreux pays, ils seront par la suite dissous et remplacés, le 11 novembre 1915, par le R.M.L.E. (Régiment de marche de la Légion étrangère) qui deviendra le régiment le plus décoré de l'armée française.

fils de Garibaldi: Ricciotti jr., Sante, Bruno, Costante et Peppino¹². Ce dernier commandait l'unité avec le grade de lieutenant-colonel et incarnait le souvenir du «héros des deux mondes» qui avait déjà été, à sa façon, un «interventionniste» lors de la guerre franco-prussienne de 1870, puisqu'il s'était battu en France, près de Dijon, avec une légion de volontaires italiens. Dans les rangs de la Légion garibaldienne, se trouvait également un certain Lazzaro Ponticelli, qui figurait en 2007 parmi les deux «poilus» survivants de la première guerre mondiale.¹³

Peu avant son départ pour le sol français, un de ces garibaldiens, Camillo Marabini, expliquait ainsi son engagement:

«Parce que ce qui s'étend de la mer à la Suisse, ce n'est pas une masse d'armée, c'est une formidable barricade, où combat la seconde Révolution. En 1789, pour les droits de l'homme. En 1914, pour les droits des nationalités. [...] Et l'Italie serait absente?»¹⁴

Après la guerre, Camillo Marabini, établi en France, devint un des responsables du fascisme parisien mais, ce qui est important de souligner ici, c'est que l'intervention de la légion italienne, placée sous le signe de la tradition garibaldienne, fut le résultat d'un engagement politique tirant clairement son inspiration des idéaux de la gauche démocratique.¹⁵ Certes, on pourra considérer ces volontaires comme des idéalistes déconnectés de la réalité, «les enfants d'un siècle dont il ne restait plus qu'un faible souvenir»¹⁶, mais leur générosité et leur enthousiasme restent incontournables et émouvants.

12. Giuseppe dit Peppino Garibaldi, né à South Yams (Australie) le 29 juillet 1868, mort à Rome le 19 mai 1950. Il participe à la guerre de libération de la Grèce en 1897, à la guerre anglo-boère en 1901, aux révoltes vénézuélienne en 1904 et mexicaine en 1910 puis à nouveau, dans les rangs de l'armée Grecque, à la guerre gréco-turque de 1912. Après avoir commandé la Légion garibaldienne en France en 1914-1915, il rejoint l'armée italienne et termine la première guerre mondiale avec le grade de général de brigade. Dans l'entre-deux guerres, il vit aux Etats-Unis puis revient en Italie en 1940. Son ralliement au régime fasciste provoque une profonde déception dans les rangs des opposants au régime.

13. L'odyssée de Lazzaro Ponticelli, né le 7 décembre 1897 à Bettola (*provincia* de Piacenza), est emblématique de celle d'un grand nombre d'Italiens qui se battirent dans les rangs de l'armée française. Arrivé en France à l'âge de 9 ans, il avait commencé à travailler très jeune à Paris comme ramoneur puis comme vendeur de journaux. Dès le lendemain de la mobilisation, il s'était engagé dans la Légion garibaldienne. «J'ai voulu défendre la France parce qu'elle m'avait donné à manger», expliquera-t-il. Après l'entrée en guerre de l'Italie, il est démobilisé par l'armée française, se cache à Paris et tente de se réengager dans l'armée française: en vain, car il est finalement conduit par les gendarmes à la frontière et remis aux autorités italiennes. Il se retrouve dans les *alpini* dans les rangs desquels il se battra jusqu'à la fin de la guerre. En 1920 il reviendra dans son pays d'élection qu'il ne quittera plus. Sources: article de Benoît Hopquin, «La der des ders», *Le Monde*, 10 novembre 2005, p. 26; Lazare Ponticelli, *Ponticelli Frères – Les premières années*, sl, Sté Ponticelli, sd (ouvrage à compte d'auteur).

14. Camillo Marabini, *Les Garibaldiens de l'Argonne*, 1^{re} éd. Paris 1917, Nîmes, Lacour, 2005, p. 32-33.

15. Voir Renzo de Felice, *Mussolini il rivoluzionario*, Torino, Einaudi, 1995.

16. «Figli di un secolo di cui era ormai rimasto un tenue ricordo»; R. Balzani, D. Giacalone, *La libertà, la repubblica, l'altra Italia. Profilo storico della Federazione Giovanile Repubblicana*, Firenze, 1984, p. 69.

La Légion garibaldienne fut déployée dans le secteur de l'Argonne en décembre 1914, au sein de la X^e division d'infanterie française. Leur allant frappa les Français présents sur place, comme le rapporta dans ses carnets le soldat du génie Xavier Heybert¹⁷.

Le 22 décembre 1914 : « A 4 heures ce jour-là, il est arrivé un régiment de garibaldiens volontaires, le 1^{er} Etranger, pour renforcer nos lignes. Ils sont contents d'arriver pour aller sur les lignes. Ils marchent d'un pas décidé, malgré que j'ai pu constater qu'il y en avait quelque uns qui avaient les cheveux blancs. »¹⁸

Le 5 janvier 1915 : « La journée est assez belle pour nous, mais pour les Boches on leur a donné un bon coup. Il y avait 150 pièces de canon braquées sur eux. [...] Toutes ces pièces ont craché ensemble. Le coup a réussi à merveille. Les tranchées françaises étaient occupées par les garibaldiens, ils se sont lancés sur les fauves Boches et ont réussi à faire 300 prisonniers ; au canon de 175 on a évalué les morts à environ 2000 en prenant plusieurs tranchées. »

Effectivement, le régiment fut engagé rapidement en d'âpres combats. Le 26 décembre, il participa à l'attaque contre le bois de Bolante, le 5 janvier suivant, aux combats de Courtes-Chausses puis, dans les jours suivants, à la défense du ravin des Meurissons. Au total, en seulement trois semaines de combats, le régiment compta 300 morts et disparus, 400 blessés et 500 malades, soit plus de la moitié de l'effectif.¹⁹

La Légion garibaldienne fut retirée du front le 9 janvier et envoyée au repos, d'abord à Lagrange-Lecompte, puis à Bar-sur-Aube. Finalement, l'importance des pertes, et surtout l'imminence de l'entrée en guerre de l'Italie,²⁰ provoquèrent, le 5 mars 1915, la dissolution de l'unité. Le 7 mars, le régiment partit de Bar-sur-Aube pour son dépôt d'Avignon où, dans les semaines suivantes, le licenciement eut lieu. La grande majorité des légionnaires du 4^e régiment de marche rejoignit l'armée italienne, tandis que 127 s'engagèrent dans les rangs de l'armée française, le plus souvent dans d'autres unités de la Légion étrangère.

17. Xavier Eybert, *Carnet de la campagne 1914-1915*, transcription par Fabrice Schneider, www.fabschneider.com.

18. Xavier Eybert avait vu juste. On cite notamment le cas du soldat Luigi Ambrosini, âgé de 59 ans. Le plus jeune garibaldien, le soldat Bruno Gatti, avait à peine 15 ans et, pour s'engager, avait triché sur son âge, déclarant en avoir 17.

19. La plupart des garibaldiens tombés dans l'Argonne seront par la suite transférés au cimetière de Bligny.

20. La mobilisation générale de l'Italie débuta en avril 1915, mais les premières mesures (appel de certaines catégories de réservistes, et notamment des officiers) dataient du 2 mars. Les absents pouvaient être considérés comme déserteurs.

Militairement limitée, la présence en France de ces volontaires de la Légion garibaldienne avait été d'une grande portée symbolique, et son impact sur l'opinion publique italienne, considérable. Parmi les victimes de ces combats acharnés, figuraient deux neveux de Garibaldi, Bruno et Costante. Leurs dépouilles furent transférées solennellement à Rome en janvier 1915 et donnèrent lieu aux premières grandes manifestations en faveur de l'entrée en guerre de l'Italie.

Voici comment s'exprimait sur ces événements le chef de fil des interventionnistes, Benito Mussolini :

«Pour déterminer les vastes et irrésistibles courants de l'opinion publique, les paroles sont très utiles, mais les gestes et des exemples le sont encore davantage [...]. Les volontaires tombés dans les Argonnes ont avantage la cause de l'interventionnisme plus que beaucoup d'articles et de discours.»²¹

Le 24 mai 1915, Rome déclara la guerre à l'Autriche. Avec l'entrée en guerre du Royaume d'Italie, l'engagement militaire des Italiens changeait radicalement de nature. Il ne s'agissait plus d'un acte de militantisme idéologique dans la pure tradition du *Risorgimento*, mais d'une obligation pour des millions de jeunes gens mobilisés sous la conduite de la monarchie et de l'appareil étatique. Les considérations de solidarité entre nations démocratiques, qui en 1914 avaient été déterminantes chez les volontaires de l'Argonne, laissaient désormais la place à une discipline sévère et aux projets impérialistes prévoyant, en cas de victoire, l'annexion de certains territoires habités par des populations slaves ou allemandes.

Le discours des intellectuels prit rapidement en compte ce changement de situation. Aux idéaux prônant la solidarité entre les peuples, avaient succédé le culte de la guerre et, pour certains, de la mort. Très caractéristique, en ce sens, est la préface que D'Annunzio écrira en 1917 pour l'ouvrage de Marabini, *Les garibaldiens de l'Argonne*. Le poète ne dit mot sur les motivations républicaines et néo-jacobines de l'auteur, pourtant si nombreuses dans l'ouvrage, et retient uniquement

«la témérité juvénile, la foudroyante rapidité, l'amour désespéré du “froid acier”, la beauté instinctive du geste de la mort, et cette espèce d'ivresse lyrique qui signe le rythme saillant des assauts et semble faire de la bataille une chanson divisée en strophes inégales terminées toutes par le même cri.»²²

21. Benito Mussolini, «L'Adunata», article paru dans le *Popolo d'Italia* le 21 décembre 1914.

22. Camillo Marabini, *Les Garibaldiens de l'Argonne*, 1^{re} éd. 1917, Nîmes, Lacour, 2005, préface de d'Annunzio, p. 17/18.

C'est qu'en 1917, date à laquelle ces lignes furent écrites, le combat pour la « seconde Révolution », celle du droit des nationalités qui devait succéder à celle de 1789 achevant ainsi la construction démocratique, n'était plus d'actualité, comme le parcours personnel de Marabini le démontrera de façon particulièrement emblématique.²³

Les troupes auxiliaires italiennes en France

En 1915 et 1916, l'Italie, engagée dans de durs combats sur l'Isonzo, n'envoya pas de troupes sur le sol français. La situation changea en août 1917 : à cette époque, après les épouvantables pertes subies en 1917, la France avait été contrainte d'envoyer au front des milliers d'hommes affectés jusque là aux arrières et à la production industrielle. Confrontée à un cruel manque de main d'œuvre, elle sollicita son allié transalpin. L'Italie dépêcha donc en France un nombre considérable de soldats qui furent chargés des travaux de logistique à proximité du front.²⁴ Cet ensemble prit la dénomination de T.A.I.F. (Troupes Auxiliaires Italiennes en France).

Le projet fut formalisé par une convention signée le 19 janvier 1918 à Rome. Il prévoyait que les T.A.I.F. seraient composées d'hommes qui, pour les deux tiers, avaient été écartés du service actif pour des raisons médicales, les autres devant être choisis parmi ceux déclarés militairement aptes mais disposant de compétences ou aptitudes particulières. Bien que désarmés, ils demeureraient soumis au statut militaire, en uniforme et commandés par des officiers italiens. La France se chargerait de compléter leur logement, entretien et solde.

Dans la pratique, les divers dépôts de troupes italiens profitèrent de cette opportunité inespérée pour se débarrasser des éléments jugés les moins fiables, non seulement du point de vue physique, mais également moral. En effet, à cette époque, l'Italie, à peine sortie du désastre de Caporetto disposait d'un nombre considérable de soldats appartenant à des unités dissoutes, désormais considérés, à tort ou à raison, comme peu fiables, et qu'il n'était guère possible ni parfois

23. Camillo Marabini, né à Camerino le 23 novembre 1887, mort à Paris le 11 avril 1965. Cette personnalité complexe avait été, très jeune, parmi les fondateurs de la Fédération de la jeunesse républicaine puis, à 27 ans, s'était engagé dans la Légion garibaldienne avec le grade de lieutenant, avant de poursuivre la guerre dans les rangs de l'armée italienne. Par la suite, il s'établira en France où il devint un militant infatigable des « garibaldiens » mais également un des principaux représentants du mouvement fasciste. En 1939, il partit volontaire avec son fils et une poignée d'Italiens se battre avec l'armée finlandaise agressée par l'URSS ; sur le chemin du retour il fut capturé par les Britanniques qui finalement le laissèrent rentrer en France.

24. Il est à noter qu'une convention franco-italienne signée le 23 janvier 1918, assura également à la France la présence de travailleurs transalpins : au total, environ 50 000 hommes furent affectés à la production industrielle dans des usines françaises. Mais, contrairement aux T.A.I.F., il s'agissait de civils : ils ne seront donc pas pris en compte dans la présente étude.

souhaitable de re-équiper et d'envoyer au front.²⁵ Dans l'ensemble, «ces hommes, ni sains ni beaux ni bien habillés, firent en France la plus pitoyable impression.»²⁶

Par la suite, soucieuse de relever son prestige, l'armée italienne effectua une sélection plus sévère : dès sa prise de fonction, le général Tarditi procéda à une épuration, renvoyant en Italie 200 officiers et 5.000 hommes de troupes considérés inaptes au plan physique ou moral. Le 15 juillet 1918, une compagnie disciplinaire fut même créée à Mont-Cets, près de Châlons-sur-Marne, où furent concentrés les militaires des T.A.I.F. avec des antécédents pénaux ou s'étant signalés par leur mauvaise conduite. D'une façon générale, on veilla davantage à leurs conditions de vie et d'instruction, parvenant à en améliorer le niveau. Plus tard, à partir de l'été 1918, compte tenu des pertes sévères subies par le II^e corps d'armée, les soldats des T.A.I.F. furent soumis à une visite médicale plus sévère et 4 000 d'entre eux, jugés aptes au service actif, furent incorporés dans les unités italiennes qui se battaient en France.

Finalement, ces unités furent généralement à la hauteur et fournirent une contribution appréciable pour la construction de tranchées, positions d'artillerie, baraquements, routes, ponts etc. Le généralissime Foch exprima à plusieurs reprises son appréciation positive sur les T.A.I.F., notamment dans un courrier en date du 6 août 1918, à un moment où l'Italie envisageait leur rapatriement (hypothèse à laquelle l'état-major français était résolument opposé) :

«En ce qui concerne les travailleurs auxiliaires italiens, [...] vous estimeriez comme moi sans doute qu'il m'est, pour le moment, impossible de vous fixer aucune date pour le retour. Le mouvement en avant de nos armées nous met, en effet, en possession d'un terrain dévasté par l'ennemi, dans lequel la destruction des routes et autres moyens de communication rend indispensable un travail de réfection immédiat. Ce travail urgent vient encore s'ajouter à ceux que je vous signalais dans ma dernière lettre ; vos travailleurs nous y rendent les plus précieux services, et leur départ nous

25. Caporetto (aujourd'hui Kobarid, en Slovénie) fut le point central de l'offensive austro-allemande qui, entre le 24 octobre et le 9 novembre 1917, parvint à percer le front italien le repoussant d'une centaine de km à l'ouest, jusqu'à la rivière Piave où il se stabilisa à nouveau. Les pertes italiennes furent effroyables : 11 000 morts, 30 000 blessés, 280 000 prisonniers, 300 000-350 000 débandés, équivalant au total à environ un tiers de l'effectif global de l'armée. Pour expliquer le désastre, le général en chef Cadorna, dans un communiqué officiel daté du 28 octobre 1917 et resté célèbre, accusa les troupes de courardise face à l'ennemi : «L'absence de résistance d'unités de la 2^e Armée, s'étant lâchement retirées sans combattre, ou s'étant rendues honteusement à l'ennemi, a permis aux forces armées austro-germaniques de rompre notre aile gauche.» Peu après, Cadorna fut limogé et remplacé par le général Diaz, mais la méfiance de l'appareil militaire vis-à-vis de ces soldats débandés persista, et explique l'utilisation détournée faite des T.A.I.F. Sur Caporetto, voir également le roman d'Ernest Hemingway, *L'adieu aux Armes* (l'écrivain américain, engagé volontaire dans les services sanitaires italiens, fut témoin oculaire de cette défaite).

26. Mario Caracciolo, *Bligny-Ardre-Chemin des Dames*, Roma, libreria del Littorio, 1928, p.18.

obligerait à les remplacer par autant de combattants français qui manquaient à la bataille »²⁷.

Les T.A.I.F. demeurèrent donc en France jusqu'à la fin des hostilités, rendant des services appréciés aux alliés, mais l'amour-propre des italiens en fut blessé. Après la guerre, les polémiques furent nombreuses au sujet de ces soldats-travailleurs, utilisés pour des tâches dévalorisantes au profit d'un pays étranger.²⁸

Au total, au printemps 1918, avant l'arrivée du II^e corps d'armée, les formations militaires italiennes en France comprenaient entre 60 000 et 70 000 hommes appartenant aux unités suivantes :

- Les *Truppe Ausiliarie Italiane in Francia* (T.A.I.F.), environ 50 000 hommes divisés en quatre regroupements (Châlons-sur-Marne, Ligny-en-Barrois, Epinal, Villers-en-Carbonnel, ce dernier à la disposition de l'armée britannique), l'ensemble étant placé jusqu'à l'automne 1918 sous les ordres de l'inspecteur général Giuseppe Tarditi,²⁹ puis de son successeur Boyl di Putifigari.
- Les *Centurie Operai Militari Italiani* (O.M.I.), environ 10 000 hommes, commandées par le colonel Mazza. Leur siège se trouvait à Clermont-Ferrand et ses hommes étaient repartis dans diverses usines à caractère militaire sur l'ensemble du territoire français.
- Le *Raggruppamento Compagnie Ausiliarie A*, environ 2 000 hommes repartis en vingt compagnies, était destiné à servir comme auxiliaire pour des travaux au profit de l'armée américaine en France. Il était commandé par le colonel Devalle.
- Le *Genio Militaire Italiano in Francia*, comprenant quatre compagnies de pontonniers et de spécialistes des chemins de fer (environ 1 000 hommes) soutenues par 4 000 ouvriers civils italiens, l'ensemble étant commandé par le colonel Michelini. Arrivé sur le sol français en août 1917, il était implanté dans la région de Nancy où il était chargé de la construction d'un tronçon ferroviaire entre Bayon et Pont Saint-Vincent.
- La *Missione Militare Italiana in Francia*, comprenant environ 50 officiers et une centaine de soldats de troupe. Elle fut commandée de 1915 à juin 1918 par le colonel Breganze, puis par le colonel Papa di Costigliole et, au moment de sa dissolution, par le colonel Nicola Brancaccio.

27. Mario Caracciolo, *Bligny-Ardre-Chemin des Dames*, Roma, libreria del Littorio, 1928, p. 29.

28. Cette expérience amère se renouvela pendant la seconde guerre mondiale. Après l'armistice du 8 septembre 1943 et l'entrée en guerre de l'Italie à côté des alliés, des milliers de soldats italiens furent affectés dans des unités de travailleurs, chargées notamment du déchargement des bateaux dans les ports du sud. Selon Eugenio Corti, *Les derniers soldats du roi*, de Fallois, 2004, p. 319, ils étaient pour la «plupart vêtus des infamants uniformes anglais café au lait réservés aux prisonniers.»

29. Giuseppe Tarditi, né le 21 avril 1865 à Turin. Il fit l'essentiel de sa carrière dans l'infanterie et dans les *alpini*. A l'automne 1918, il quitta le commandement des T.A.I.F. pour rejoindre sa nouvelle affectation en Tripolitaine (actuelle Libye).

- La *Missione della Marina Militare*, comprenant un petit nombre de personnes.

- L'aviation militaire italienne était présente en France à partir de la fin 1917. Il s'agissait du XVIII^e groupe de bombardement, avec trois escadrilles : la 3^e (capitaine Ruggerone), la 14^e (capitaine Barucchi) et la 15^e (capitaine Bardi). Le groupe disposait d'avion Caproni CA-3³⁰, était commandé par le capitaine De Riso et comprenait 27 pilotes, 12 observateurs et 17 mitrailleurs ainsi que le personnel au sol. Après s'être rassemblé à Longvic, près de Dijon, le groupe fut transféré en février 1918 au camp d'Ochey (Meurthe-et-Moselle) et resta en activité jusqu'à la fin de la guerre, procédant à de nombreux bombardements en Lorraine, Champagne et Picardie³¹. Il eut sept victimes dans ses rangs.

Pour mémoire, il faut rappeler qu'un nombre indéterminé de soldats italiens était également présent sur les sols français et belges, prisonniers de l'armée allemande.

La décision d'envoi en France du II^e corps d'armée³²

Au plan militaire, la collaboration entre les armées alliées avait toujours constitué un enjeu rendu particulièrement complexe en raison des interférences à caractère politique. Déjà en novembre 1916, l'état-major italien avait demandé en vain le transfert en Italie d'une dizaine de divisions franco-britanniques, de façon à pouvoir déclencher une puissante offensive qui aurait pu provoquer l'écroulement de l'Autriche. La proposition avait été renouvelée en janvier 1917, se heurtant cette fois-ci non seulement à l'opposition des alliés, convaincus que le sort de la guerre se jouait de toute façon sur le front français, mais également du gouvernement italien, hostile à une présence trop importante de forces armées étrangères sur le sol italien. De ce fait, jusqu'en novembre 1917, la présence de troupes alliées sur le front de l'Isonzo resta tout à fait symbolique.

30. Le bombardier Caproni CA 3, construit en 1916/17, était un trimoteur aux dimensions, pour l'époque, exceptionnelles. Doté d'un équipage de quatre hommes, armé de 2 à 4 mitrailleuses, il pouvait transporter 450 kg de bombes à une vitesse maximale de 140 km/h. C'est à son bord que D'Anunzio bombarda la base maritime autrichienne de Cattaro (actuellement Kotor, dans le Monténégro). L'aviation française en fut également équipée, 83 exemplaires ayant été construits sous licence par l'entreprise Robert Esnault-Pelterie.

31. Dans l'Aisne, le XVIII^e groupe procéda notamment au bombardement des gares de Laon, Hirson, Soissons, Fère-en-Tardenois, Braine, et Craonne, et des villes de Soissons, Saint-Quentin et Laon.

32. Je précise que les Italiens utilisaient les chiffres romains pour indiquer les numéros des bataillons, groupes d'artillerie, groupes d'escadrons, brigades, corps d'armée, et les chiffres arabes pour les compagnies, batteries, régiments, divisions et armées, alors que les français faisaient exactement le contraire. Pour le présent article, j'ai suivi les habitudes de chaque pays: on retrouvera ainsi, par exemple, le II^e corps d'armée (italien) et le 2^e corps d'armée (français).

De son côté, certaines voix se levaient en France souhaitant un transfert massif de troupes italiennes sur le front occidental. Cette demande n'était pas fondée uniquement sur des considérations stratégiques, mais aussi sur la crainte que l'Italie ne joue, dans la guerre, un rôle trop autonome pouvant même aboutir, dans le pire des scénarios, à une paix séparée inspirée de l'exemple russe. Par ailleurs, dans les milieux politiques et les états-majors alliés, certaines voix s'élevaient, estimant que les troupes de l'armée italienne demeuraient, en quelques sorte, sous-utilisées sur leur front : l'accusation de couardise était sous-jacente. En mai 1916, le colonel Brancaccio, membre de la Mission militaire italienne en France, écrivait à ce propos :

« Clemenceau revient toujours sur la même question de l'intervention de nos troupes en France. La répétition obstinée de cette thèse, non moins obstinément censurée par le ministre Briand, porterait à des résultats absolument négatifs car, généralement, on commence ici à comprendre que l'intervention italienne était quasiment impossible. [...] C'est ainsi qu'on peut noter, à partir de l'article de Clemenceau qui en cela reflète très bien les idées du grand public, qu'on renonce à l'aide italienne sur les champs français, mais avec un sentiment de rancœur. N'oublions pas ce qu'est l'âme française, qui voit seulement la France et rien d'autre. [...] Il en résulte qu'en France, on a la conviction que nous ne franchirons jamais la barrière alpine, et que donc notre grosse armée restant en Italie, elle ne sera pas utilisée, car nous voulons qu'il en soit ainsi. »³³

Dans la première phase de la guerre, le projet d'envoi de troupes italiennes sur le front français resta finalement sans suites. Mais la situation changea brusquement vers la fin de 1917 : à cette époque, l'Italie avait engagé sur le Piave une bataille décisive, parvenant à arrêter sur ce fleuve les armées austro-hongroises auparavant victorieuses à Caporetto. A cette occasion, les 38 divisions italiennes avaient bénéficié du soutien de six divisions françaises et cinq britanniques.³⁴ A présent, la situation rétablie et pleine de confiance, l'armée italienne se préparait à la contre-offensive.

Comme contrepartie de l'aide apportée par les alliés dans ces moments difficiles, et en prévision de l'offensive allemande qui s'annonçait sur le front français, on commença à débattre de l'envoi de troupes italiennes en France, solution préconisée par Pétain. Mais la décision n'avait pas été facile à prendre, car aux

33. Nicola Brancaccio, *In Francia durante la guerra*, Milano, Mondadori, 1926, p. 22 et 23.

34. En ce qui concerne les troupes françaises, il s'agissait de la X^e armée, commandée par le général Duchesne, puis Fayolle. Elle était composée des 23^e, 24^e, 65^e et 66^e divisions d'infanterie et des 46^e et 47^e divisions alpines. C'est cette dernière unité qui se battit valeureusement sur le Monte Tomba. Les troupes françaises, arrivées sur le front italien entre le 28 octobre et le 2 novembre 1917, le quittèrent en mars 1918, exception faite de la XXIII^e et de la XXIV^e divisions d'infanterie (12^e corps d'armée) qui, sous les ordres du général Graziani, demeura en Vénétie jusqu'à la fin des hostilités.

complications strictement stratégiques, s'ajoutait à présent l'hostilité de Clemenceau qui, ayant changé d'avis, craignait les éventuelles compensations politiques que l'Italie aurait pu exiger ultérieurement.

Vers la mi-mars 1918, à l'occasion d'une réunion à Turin entre les généraux Maistre (France), Rawlison (Grande-Bretagne), Bliss (U.S.A.) et pour l'Italie, Giardino et Diaz, fut exprimé l'avis qu'on aurait pu prélever du front italien plusieurs divisions alliées, dont deux italiennes, à envoyer en France. Cet avis fut approuvé le 23 mars suivant par le conseil de guerre de Versailles. Toutefois, à la suite de l'offensive allemande en Picardie du 20 et 21 mars, le calendrier prévu pour le retrait fut bouleversé et plusieurs divisions françaises et anglaises furent rapatriées en urgence : seules deux divisions françaises et une britannique demeurèrent sur le front italien. Finalement, ce ne fut que le 15 avril suivant que le commandement suprême arrêta la décision définitive concernant l'envoi des troupes italiennes.³⁵

Cette décision fut annoncée au Parlement italien le 18 avril 1918, par le président du conseil italien, M. Orlando :

«En cet instant qui est certainement le moment culminant du conflit, ne pouvait pas manquer à côté de ses alliés, ne devait pas manquer l'Italie. L'Italie, qui pourtant rappelle d'être l'extrême aile droite de l'unique armée des peuples libres et qui de ce fait prévoit de devoir elle-même se trouver engagée dans le gigantesque duel, a senti toutefois qu'elle ne pouvait être absente en cette heure suprême de la tourmentée, glorieuse terre de France. Elle a apporté sa solidarité tangible aux Alliés. Elle y a apporté tout ce concours fervent et passionné que les circonstances pouvaient consentir [...]. Les drapeaux des régiments italiens seront déployés au vent sur les champs de Picardie et de Flandre à côté des drapeaux alliés.»

Après les garibaldiens de l'Argonne de 1914, soldats volontaires et «militants», ce fut donc un corps de troupe de l'armée régulière qui partit vers la France. Le changement était emblématique : comme le remarque Renzo de Felice,

«la dernière année de la guerre européenne, ouverte avec Caporetto, fut l'année décisive de la guerre italienne, puisque elle amena à son achèvement le cycle, non seulement militairement, mais aussi, pour ce qui nous intéresse le plus, politiquement, et signa en effet la subordination de l'interventionnisme démocratique et révolutionnaire aux nationalistes et à la droite “interventiste”, soit sur le plan de l'effective direction politique du

35. Ces vicissitudes fort complexes ici, résumées brièvement, sont exposées dans une note dactylographiée, vraisemblablement du général Albricci, intitulée : «*Cenni sui precedenti politico-militari circa l'invio del IIº corpo d'armata in Francia*», Museo del Risorgimento, Milano, fonds Albricci, cartella n° 119. Rappelons qu'en 1918, deux autres divisions italiennes étaient déjà engagées à l'étranger, en Albanie et en Macédoine.

pays, soit sur celui de l'adhésion concrète de la majorité bourgeoise aux théories nationalistes.»³⁶

Présentation du II^e corps d'armée du général Albricci

C'est le II^e corps d'armée italien qui fut choisi pour se rendre sur le front français. Il s'agissait d'un ensemble d'unités expérimentées, qui depuis le début de la guerre avait été de tous les combats, notamment dans la région de Gorizia. A sa tête, se trouvait le général Alberico Albricci,³⁷ assisté du colonel brigadier Ago, chef d'état-major.

Selon l'organisation classique de l'armée italienne, le II^e corps d'armée comprenait deux divisions d'infanterie et des troupes de corps d'armée :

La 3^e division d'infanterie était commandée par le général Pittaluga.³⁸ Elle était composée des brigades *Napoli* (75^e et 76^e régiments d'infanterie, colonel-brigadier Maggia) et *Salerno* (89^e et 90^e régiments d'infanterie, colonel-brigadier Giri), par le 4^e régiment d'artillerie de campagne, le LX^e bataillon de sapeurs et autres unités de soutien.

La 8^e division était commandée par le général Beruto.³⁹ Elle se composait des brigades *Alpi* (51^e et 52^e régiments d'infanterie, colonel-brigadier Garibaldi) et *Brescia* (19^e et 20^e régiments d'infanterie, colonel-brigadier Cartia), par le 10^e régiment d'artillerie de campagne, le XXV^e bataillon de sapeurs et autres troupes de soutien.

Le haut commandement italien, conscient de l'importance des symboles, avait remplacé la brigade *Udine*, une des quatre qui componaient jusque-là le

36. Renzo de Felice, *Mussolini il rivoluzionario*, p. 391.

37. Comte Alberico Albricci, né à Gallarate (Milano) le 6 décembre 1864, mort à Naples le 2 avril 1936. Officier de carrière, nommé sous-lieutenant d'artillerie en 1886, il participa à la campagne d'Erythrée en 1887 et 1888. Attaché militaire à Vienne entre 1910 et 1915, il commanda ensuite la brigade *Basilicata*, devint chef d'état-major de la 1^{ère} Armée, puis commandant de la 5^e division d'infanterie. Après avoir commandé le II^e corps d'armée en France, il fut du 24 juin 1919 au 13 mars 1920 ministre de la guerre lors de la phase particulièrement délicate de la démobilisation, puis sénateur jusqu'à sa mort.

38. Le général V.E. Pittaluga, né à Mondovì (Cuneo) en 1863. Officier de carrière, il servit essentiellement dans l'infanterie et les *alpini*. En 1921, il commandait les troupes italiennes à Fiume lors de l'expédition de D'Annunzio. Son attitude favorable à ce dernier paralysa l'action du gouvernement italien et favorisa l'occupation de la ville par le « poète-soldat ». A son sujet, le général Albricci notait que la qualité qui l'emportait était la tenacité (Museo del Risorgimento, Milano, fondo Albricci, cartella ne119).

39. Le général Giovanni Beruto, né à Brescia en 1867. Officier de carrière, il avait passé sept années en Erythrée, où il combattit notamment à Adua. Au début de la première guerre mondiale, il était commandant d'un bataillon du 1^e régiment de *bersaglieri*. Grièvement blessé lors de la bataille des Sei Busi, il pris la tête du 11^e Régiment de *bersaglieri* engagé dans le Carso et dans les rangs duquel combattait Benito Mussolini. Nommé général, il pris le commandement de la brigade *Cremona* puis de la 8^e division d'infanterie. A son sujet, le général Albricci notait que la qualité qui l'emportait était l'élan (Museo del Risorgimento, Milano, fondo Albricci, cartella ne119).

corps d'armée, par la brigade *Alpi*, commandée par le même Peppino Garibaldi qui en 1914 avait été à la tête de la Légion garibaldienne de l'Argonne. La brigade *Alpi* était considérée comme l'héritière du corps des *Cacciatori delle Alpi*, qui s'était battu en Lombardie sous les ordres de Giuseppe Garibaldi lors de la deuxième guerre d'indépendance, en 1859.⁴⁰ Il est à noter que plusieurs vétérans de la Légion garibaldienne de 1914, une fois leur unité dissoute, s'étaient engagés à la suite de Peppino Garibaldi dans le 51^e régiment d'infanterie : les survivants se retrouveront ainsi, pour la deuxième fois depuis le début des hostilités, sur le front français.⁴¹

Les troupes de corps d'armée comprenaient le II^e *Reparto d'assalto* (commandant Guasco),⁴² deux escadrons de cavalerie du *Raggruppamento di cavalleri Lodi* (commandant Pagliano), le 9^e régiment d'artillerie lourde (lieutenant-colonel Sircana), des troupes du génie et des divers services : télégraphistes, transports, santé, vétérinaire, poste, intendance, *carabinieri* etc.

A l'époque, les mitrailleurs de l'armée italienne étaient constitués en unités autonomes. Le II^e corps d'armée disposait de douze compagnies de cette spécialité portant les numéros suivants : 2073^e, 2095^e, 2209^e et 2224^e à la disposition de la 3^e division ; 2074^e, 2075^e, 2207^e et 2208^e à la disposition de la 8^e division d'infanterie. Les compagnies numéros 1616^e, 1617^e, 1618^e et 1619^e faisaient partie du corps des *bersaglieri* et étaient à la disposition du corps d'armée.

Par ailleurs, le 64^e régiment de marche (sur quatre bataillons, un pour chaque brigade) était également rattaché au II^e corps d'armée. Comptant environ 5000 soldats, ce régiment regroupait les éléments de renfort provenant d'Italie et des T.A.I.F. dont il perfectionnait la formation, avant de les verser dans les unités

40. Contrairement à ce qu'a écrit Pierre Miquel dans *1918-La victoire*, Paris, Tallandier, 1998, p. 295, il ne s'agissait pas d'une unité des troupes alpines, mais d'infanterie de ligne. Notons que depuis 1919, en souvenir de l'épopée garibaldienne, les soldats de la brigade *Alpi* se verront reconnaître le privilège de porter une cravate rouge. L'unité sera définitivement dissoute en 1996.

41. On retrouvera notamment au 51^e régiment d'infanterie, cinq Garibaldi : Peppino, Ricciotti jr., Sante, Ezio et Menotti, ainsi qu'un nombre considérable d'officiers vétérans de la Légion garibaldienne : Ildebrando Angelozzi, Alberto Cappabianca, Giuseppe Evangelisti, Camillo Longo, Alfredo Mangano, Camillo Marabini, Alessandro Mari Carlo Raffo, Guido Taraschi et Attilio Tomelleri et aussi un certain nombre de sous-officiers et de soldats, parmi lesquels le futur écrivain Curzio Malaparte.

42. Il s'agissait des célèbres *arditi* créés en 1917. Ces unités étaient composées de soldats d'élite spécialement entraînés aux actions de choc. Depuis le début de 1918, chaque *reparto d'assalto*, de la taille d'un bataillon, prenait le numéro du corps d'armée auquel il était assigné, afin de souligner la complémentarité entre les *arditi* et les autres troupes. Après la guerre, le fascisme naissant s'inspira largement des *arditi*, non seulement pour son folklore vestimentaire (le fez, la couleur noire, le poignard...) mais également pour un certain culte de la violence et de l'action directe. Lors d'un discours prononcé en octobre 1918, le poète Marinetti proclamait : « Vous êtes devenus *arditi* par amour de la violence, esprit novateur, esprit révolutionnaire, esprit futuriste. Vous êtes devenus *arditi* par amour de la violence et du beau geste héroïque. Gifles en temps de paix pour les lâches, les salopards et les traîtres. Poignards et grenades, en guerre, pour les Allemands. Vous êtes devenus *arditi* par désir de mafia et orgueil juvénile. » (publié en annexe de l'ouvrage de F. Cordova, *Arditi e legionari dannunziani*, Venise, Marsilio, 1969, p.205/208).

de première ligne. Entre mai et novembre 1918, 389 officiers et 22077 hommes de troupe transitérent dans ses rangs.

La logistique du corps d'armée était assurée par la *Base italiana di Lyon* ou *Intendenza in Francia*. Elle disposait d'un dépôt central à Casale Monferrato, nœud ferroviaire important situé entre Milan et Turin, et de plusieurs magasins à Lyon par où affluaient les divers matériaux.

L'équipement était celui standard de l'armée italienne : fusils et mousquets modèle 1891, mitrailleuses italiennes FIAT et françaises Saint-Etienne, canons français de 75 mm pour les régiments d'artillerie divisionnaire et italiens de 105 et 149 mm pour l'artillerie lourde. Les *arditi* étaient équipés des tous nouveaux pistolets-mitrailleurs Villar Perosa, à deux canons. L'ensemble des militaires disposait des casques de modèle Adrian, ce qui rend parfois difficile, sur les photographies en noir et blanc de l'époque, leur distinction par rapport aux troupes françaises.

Le total était de 51 079 hommes de troupe et 1 747 officiers, qui atteindront à effectif complet le chiffre de 60 000.⁴³ Pierre Miquel affirme que ces unités étaient «parmi les meilleures troupes de l'armée italienne.»⁴⁴ Bien équipées et aguerries par plusieurs années de guerre sur le front italien où elles avaient affronté les armées austro-hongroises et allemandes, elles démontreront être à la hauteur des meilleures unités alliées.

Les relations avec les troupes alliées

On sait que les relations entre les armées alliées placées sur le front français n'étaient pas toujours faciles. Au delà des considérations traditionnelles d'amour-propre et de susceptibilité, il était en effet important pour les gouvernements qui envoyait des unités en France, de garder une autonomie de commandement la plus importante possible, ce qui se révélait souvent incompatible avec une conduite rationnelle des opérations. Ce souci d'autonomie représentait un enjeu politique considérable, surtout dans cette dernière phase de la guerre où les diplomates commençaient à fourbir leurs armes et à rechercher des gages de toutes sortes qui auraient permis d'affermir la position de leur pays lors des futures négociations. Nous savons que, de ce point de vue, les Américains s'étaient montrés intractables, le général Pershing refusant que ses troupes soient «diluées» dans les corps d'armées français et britanniques. Toute autre avait été la position du Portugal : ce petit pays n'avait pas les moyens militaires et politiques de s'imposer, et il dut accepter que ses deux divisions soient placées sous la tutelle des Britanniques, situation pouvant être considérée comme humiliante.

43. Mis à part certains cas particuliers, tels que les *alpini*, les troupes italiennes ne pratiquaient pas le recrutement régional. Les soldats du II^e corps d'armée étaient donc originaires de l'ensemble de la péninsule et, selon la tradition militaire italienne, les noms des brigades rappelaient uniquement le lieu où chaque unité avait été créée.

44. Pierre Miquel, *1918-La victoire*, Paris, Tallandier, 1998, p. 115.

De son côté, le gouvernement italien avait tout fait pour que les troupes italiennes en France gardent leur propre autonomie. Les consignes données au général Albricci étaient claires :

« Le corps d'armée recevra ses ordres, pour tout ce qui concerne son emploi et ses emplacements, des commandements alliés auprès desquels il sera placé, au fur et à mesure ; il devra être employé réuni et ses éléments ne pourront être laissés aux ordres d'autres commandants, sauf cas d'extrême urgence et pour le temps strictement nécessaire. Le Commandant du corps d'armée répondra devant le Gouvernement Italien du fait que l'emploi des troupes italiennes soit conforme à ces directives. Disciplinairement, il dépendra du Représentant militaire italien près le Conseil Suprême de guerre interallié. »⁴⁵

On ne retrouva pas la même susceptibilité en ce qui concerne les troupes auxiliaires. En acceptant d'envoyer en France soldats et civils chargés d'effectuer des travaux au profit d'un allié, l'Italie avait renoncé d'une certaine façon au principe de l'égalité combattante entre pays alliés, se situant dans une position subalterne. Ces terrassiers et maçons en uniforme, ne sont pas sans rappeler le S.T.O. que les Français subiront durant la deuxième guerre mondiale. Et en effet, quelques années plus tard, pendant la période fasciste, on considérera cet épisode comme une sorte de honte nationale.

Les propos qui suivent, écrits en 1928 par le colonel Caracciolo, sont assortis de propos naïvement racistes très habituels à l'époque :

« Beaucoup critiquèrent l'envoi de travailleurs italiens en France, car il paraissait que leur mission ressemblait à celle des ouvriers des races de couleur, recrutés par la France dans toutes les parties du monde. Comme je l'ai déjà écrit ailleurs, il ne m'appartient pas de porter un jugement ; il suffira que j'exprime ma ferme conviction qu'aujourd'hui, [en période fasciste] le sens de la dignité nationale grandit, un tel envoi n'aurait pas eu lieu ou sous une autre forme. »⁴⁶

Et dans un autre ouvrage, de 1940, on peut lire :

45. Cité par Mario Caracciolo, *Bligny-Ardre-Chemin des Dames*, Roma, libreria del Littorio, 1928, p. 47. Le représentant militaire italien près le Conseil Suprême de guerre interallié était à l'époque le général Robilant.

46. Mario Caracciolo, *Bligny-Ardre-Chemin des Dames*, Roma, libreria del Littorio, 1928, p.24. Le ton de l'ouvrage est très nationaliste, et la maison d'édition affichait clairement sa foi fasciste jusque dans son appellation. Pourtant Mario Caracciolo (Napoli 1880, Roma 1950), général d'armée lors de la seconde guerre mondiale et historien, fut à partir du 8 septembre 1943 membre de la résistance clandestine ; arrêté par les nazis et incarcéré, il fut condamné à mort par le *Tribunale speciale fascista* (peine commuée à 15 ans de prison car il était mutilé de guerre).

«... même si l'envoi de troupes non-combattantes put susciter quelque critique du point de vue de l'orgueil national – pour le fait surtout qu'elles furent employées en travaux auxquels le commandement français avait l'habitude d'utiliser surtout les indigènes des colonies et les prisonniers... »⁴⁷

Le II^e corps d'armée au combat: la deuxième bataille de la Marne

Lorsqu'il reçut l'ordre de partir pour la France, le II^e corps d'armée se trouvait au repos, dans la zone située entre Brescia et le lac de Garde, en train de re-compléter ses effectifs durement affectés par la récente bataille du Piave et prêt aussi à intervenir dans l'éventualité d'une offensive allemande à travers la Suisse. Entre le 18 et le 27 avril 1918, ses soldats s'embarquèrent dans les gares de Brescia, Desenzano, Lonato, Rezzato et Calvisano, dans 87 convois ferroviaires à destination de la France, parcourant les lignes Torino – Modane – Amberieu – Troyes, et Genova – Ventimille – Marseille – Lyon – Saint-Amur. Dès leur arrivée en France, les soldats italiens furent frappés par le climat oppressant qui y régnait, y compris dans les arrières :

« Tout de suite au-delà de la frontière française, l'atmosphère fut différente. Plus d'applaudissements et de drapeaux agités ; les gares silencieuses et vides ; le personnel ferroviaire rare, concentré sur sa tâche, presque soucieux. De temps en temps, raconte le général Pittaluga, le salut d'une femme qui, en entendant les chants de nos soldats, courrait sur le seuil de sa maison ou se penchait à la fenêtre. »⁴⁸

Débarquée à Arcis-sur-Aube (Aube), la troupe fut affectée dans un premier temps aux champs d'instruction de Mailly et Arcis-sur-Aube, de façon à s'adapter aux conditions de vie et de combat particulières du front français. A partir du 13 mai, le corps d'armée se retrouva dans le secteur de l'Argonne, le même où la Légion garibaldienne s'était battue en 1914. Cette portion du front, tenue par le XIII^e corps d'armée français, était considérée à ce moment comme relativement calme.

Le 21 mai, les troupes italiennes eurent à déplorer le premier mort : il s'agissait du caporal Riccardo Martini de la brigade *Napoli*. Il fut cité à l'ordre du jour du XIII^e corps d'armée français :

« Caporal très brave, qui après avoir vaillamment combattu depuis trois ans sur la frontière autrichienne, a trouvé une mort glorieuse dans les tranchées de première ligne françaises. Premier soldat italien mort au feu sur le territoire français. »

47. Consociazione turistica italiana, *Sui campi di battaglia – i soldati italiani in Francia*, Milano, 1940, p. 27.

48. Mario Caracciolo, *Le truppe italiane in Francia*, Milano, Mondadori, 1929, p.55.

Il ne s'agissait que de préliminaires. L'Allemagne, inquiète par la montée en puissance de l'armée américaine qui était en train de débarquer massivement en Europe, était décidée à percer une fois pour toutes le front allié et forcer ainsi la victoire. On savait que l'effort allemand se porterait une fois encore sur le secteur du chemin des Dames. C'est à cet endroit que le 7 juin 1917 le corps d'armée italien reçut l'ordre de se rendre.

Dans les nuits du 11 au 13 juin, les Italiens se déployèrent le long de la rivière de l'Ardre, prenant la place de la 28^e division française et de la 19^e division anglaise. L'état-major du II^e corps d'armée fut établi à Hautevillers, tandis que les commandements de la 3^e et de la 8^e division furent établis respectivement à la Ferme de Courtagnou et à Nanteuil-la-Fosse. Derrière eux, à quelques kilomètres, se trouvait la Marne. Les Italiens dépendaient de la V^e armée française.

En ce moment, à la veille de l'offensive allemande, les alliés comptaient sur le front occidental 173 divisions d'infanterie (103 françaises, 52 britanniques, 12 belges, 4 américaines et 2 italiennes)⁴⁹ ainsi que 10 de cavalerie (6 françaises, 3 britanniques et 1 belge). En face, les Allemands, ayant pu, après la défaite de la Russie, renforcer leur dispositif avec les troupes en provenance du front de l'est, disposaient de 206 divisions d'infanterie et 4 de cavalerie. Ludendorff savait que cette supériorité numérique n'était que provisoire, le corps expéditionnaire américain se renforçant de jour en jour.

L'offensive allemande débuta dans la nuit du 14 au 15 juillet 1918 par un violent feu d'artillerie de plusieurs milliers de canons dont le bruit assourdissant arriva jusqu'à Paris. Dans le secteur tenu par les Italiens, trois divisions d'infanterie débutèrent leur attaque à 4h00, secondées par des tanks et les gaz asphyxiants. L'effort ennemi se concentra sur la 8^e division qui subit des pertes terribles, son régiment d'artillerie perdant en quelques heures 55 de ses 64 pièces.

Les troupes italiennes se replièrent sur les positions prévues d'avance sur la deuxième ligne de défense. Au soir, l'effort allemand s'arrêta. La 8^e division italienne, durement atteinte, fut retirée provisoirement du front.

Le lendemain, vers 6h00, l'offensive allemande reprit de vigueur. Des combats acharnés eurent lieu dans le bois du Petit-Champ. Le 17 juillet, la dernière offensive allemande de la Grande Guerre commença à s'essouffler. Le 20, le corps d'armée italien fut remplacé par un corps d'armée britannique qui lança immédiatement une contre-offensive. Des unités italiennes restèrent sur les lieux jusqu'au 25 juillet, participant encore activement aux combats. Leur résistance avait empêché les troupes allemandes de s'emparer de leur objectif, la ville d'Epernay, et de contourner ainsi Reims.

49. Dans cet effectif ne sont pas comptées les dix «divisions cadres» britanniques en cours d'achèvement, ainsi que les deux divisions portugaises qui avaient été retirées du front.

L'écrivain italien Curzio Malaparte⁵⁰, sous-lieutenant des *arditi*, fut témoin oculaire de ces combats dont il fit, vingt ans plus tard, un récit très sujet à caution, conforme à son style et son état d'esprit très « baroques. » La valeur documentaire de l'article est nulle, mais il peut servir comme témoignage d'une certaine rhétorique guerrière qui s'était épanouie pendant la première guerre mondiale et qui arrivera à son apogée avec le fascisme :

« A Bligny, le troisième jour de la bataille, quand désormais tout le bois était plein de milliers de morts et de blessés, et on était resté sans eau, sans pain, sans cartouches, sans grenades à main, sans mitrailleuses, l'aumônier du 52^e régiment, Don Secondo, donnait du courage aux survivants disant : “Dieu vous regarde, les enfants.” Quelqu'un lui cria : “Dis-lui de nous donner un coup de main !” Et tous commencèrent, ici et là, à crier : “Oui, oui, dis-lui de nous donner un coup de main !” et c’était comme s’ils s’adressaient non pas à Dieu, mais à un de leurs officiers, comme s’ils demandaient cartouches et grenades à leur colonel. A ce moment, l’ennemi revint pour la centième fois à l’attaque avec ses tanks et ses lance-flammes, et tous ces fous se jetèrent sur lui, en criant et en riant. On entendait, parmi les arbres, dans l’immense bois plein de fumée, des hurlements de blessés et des éclats de rires, des voix terribles et étranges. Et en réalité, l’ennemi fut arrêté, à Bligny, pas par le feu de nos rares mitrailleuses et canons, mais par la merveilleuse folie de ces paysans de l’Ombrie. »⁵¹

Sur ces jours terribles, nous disposons également du témoignage du colonel Brancaccio, membre de la Mission militaire italienne en France. Alors que les combats faisaient rage, un détachement de soldats italiens des 51^e et 52^e régiments d’infanterie fut prélevé du front pour défilé à Paris lors des cérémonies du 14 juillet. Arrivé dans la capitale la veille, le lendemain du défilé il était à nouveau au front. Ces soldats éprouvés par les combats, fatigués, aux uniformes usés, laissèrent selon le colonel Brancaccio une impression assez pitoyable qui confirme la persistance d’un sentiment de méfiance entre les deux pays :

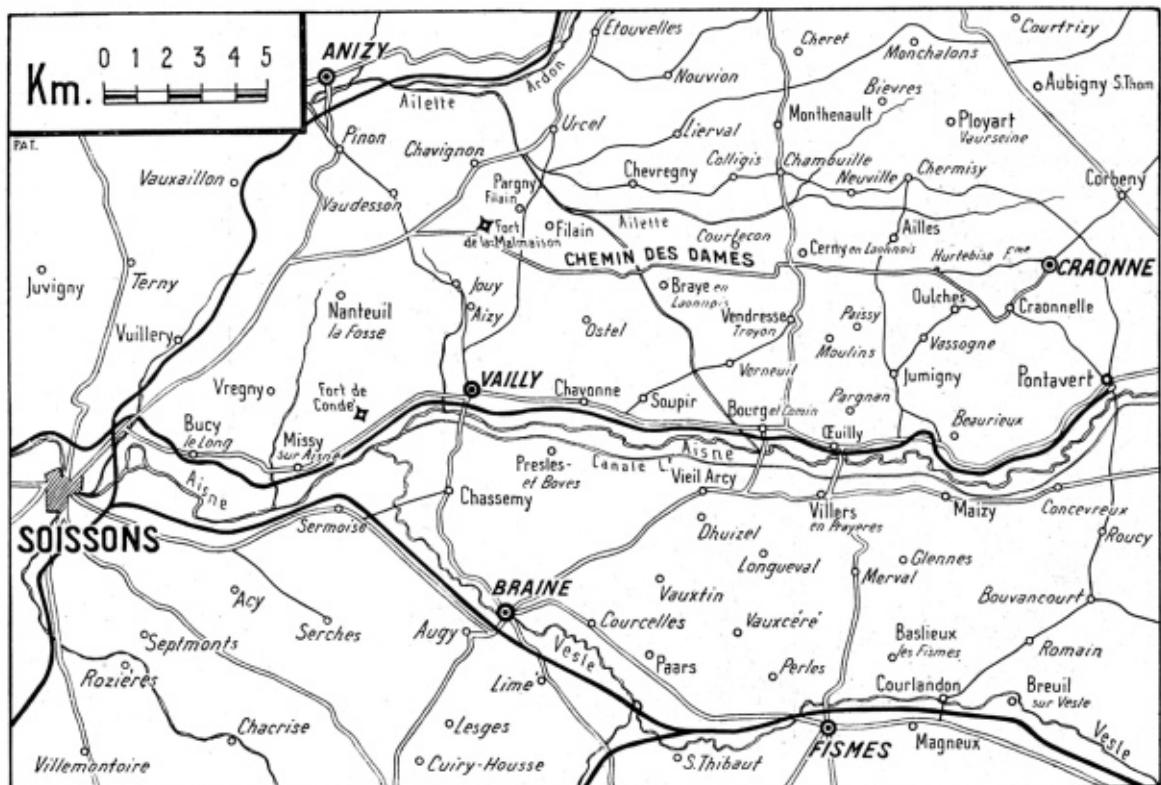
« Passe le premier un bataillon d’infanterie française, splendide, couvert de fleurs, avec une grosse musique et la clique. Applaudissements délirants : “Vive nos poilus !”. Puis un bataillon américain : étrange type de tambour-major, étrange musique. Puis le bataillon belge, correct, musique et fanfare,

50. Curzio Malaparte (1898-1957). De son vrai nom Kurt Suckert, il était le fils d'un père allemand et d'une mère italienne. Il s'engagea à 16 ans dans la Légion garibaldienne en France, puis dans l'armée régulière italienne et termina la guerre avec le 2^e corps d'armée en France. Considéré par Pietro Gobetti comme « la plus belle plume du fascisme », cet intellectuel dandy, cynique et excessif, auteur de *La peau, Technique du coup d'état, Kaputt* etc., traversa tout l'échiquier politique passant successivement des républicains au fascisme le plus extrême, puis à la résistance et au communisme, avant de se convertir au catholicisme et, en fin de vie, de faire don de sa villa de Capri au gouvernement de la Chine populaire.

51. Curzio Malaparte, « Umbra matta », dans le *Corriere della Sera*, 3 juillet 1938.



Attaque dans la vallée de l'Ardre par l'infanterie italienne, (couverture de La Domenica del Cottiere, 28 juillet-4 août 1918).



Théâtre d'opérations italien en 1918 (extrait de *Soldati italiani in Francia*).

très applaudi. Puis les Anglais, très beaux, musique, flûtes, cornemuses écossaises. Suivent les Italiens, dignes de pitié, une vingtaine de musiciens, allure molle, uniformes peu avantageux. Accueil froid. Nous sommes des inconscients, nous n'avons aucune pratique du monde et nous ne savons même pas exploiter les circonstances. [...] En général, pour les unités françaises, la foule avait un véritable enthousiasme ; ils étaient couverts de fleurs. Beaucoup de cordialité pour les autres, avec suffisamment de fleurs et de petits drapeaux. Presque du froid vis-à-vis des italiens, qui n'avaient ni fleurs ni petits drapeaux, mais qui vraiment s'étaient présentés de façon si pitoyable qu'ils ne pouvaient provoquer aucun enthousiasme.»⁵²

En douze jours de combats, le corps d'armée italien avait eu le cinquième de ses effectifs mis hors de combat : sur 52 000 soldats (y compris les unités des services), les pertes se chiffraient à 9 334 hommes, dont 3 500 à 4 000 morts, 2 000 blessés et 4 000 prisonniers (dont un grand nombre de blessés). La 8^e division, avec 6 792 pertes, avait souffert le plus.

52. Nicola Brancaccio, *In Francia durante la guerra*, Milano, Mondadori, p. 247.

Le II^e corps d'armée au combat: du chemin des Dames à la Moselle

Retirées provisoirement du front et transportées dans le camp d'Arcis-sur-Aube, les troupes italiennes reconstituèrent leurs unités avec le renfort de 4000 soldats arrivés d'Italie et de 2000 autres prélevés sur les T.A.I.F. Comme la fois précédente, il fut décidé d'envoyer dans un premier temps le corps d'armée dans un secteur calme, l'Argonne, afin de parfaire l'amalgame entre les anciens et les nouveaux soldats. Le corps d'armée y arriva entre le 11 et le 15 août 1918. Le 26 août, à Futeau (Meuse), il reçut la visite du président Poincaré qui consigna personnellement les décorations au drapeau du 89^e régiment d'infanterie et tint un discours en italien.

Début septembre, le corps d'armée italien fut transféré dans l'Aisne et placé à nouveau sous les ordres de la V^e armée. Ses positions, à l'est de Soissons, se situaient à l'extrémité du chemin des Dames, entre les villages de Presles-et-Boves et Villers-en-Prayères. En trois mois, la situation stratégique avait radicalement changé : désormais, les troupes allemandes étaient sur la défensive tandis que les alliés se renforçaient de jour en jour.

L'offensive alliée se déclencha le 27 septembre. Dans la nuit du 29, les fantassins du 90^e régiment attaquèrent à l'aube près de Chavonne, suivis dans la journée par l'ensemble du corps d'armée qui, dans les jours suivants, parvint à occuper le village martyr de Soupir, en dépit de pertes sévères. Les 2 et 3 octobre les Italiens parvenaient au canal Oise-Aisne. A partir du 10 octobre, le chemin des Dames fut rejoint et dépassé, les avant-gardes italiennes parvenant à l'Ailette.

Par la suite, les troupes italiennes participèrent à l'offensive finale des forces de l'Entente, avançant jusqu'à Sissonne, où l'ensemble des troupes alliées fut contraint de faire une pause. La poussée reprit le 5 novembre, et se transforma rapidement en poursuite. La nuit du 10 au 11 novembre, les Italiens rentraient à Rocroi. A la demande du maire, ils coupèrent aussitôt les fils des mines que les Allemands avaient placées à divers endroits de la ville, empêchant ainsi les destructions programmées. Quelques heures plus tard, le 11 novembre 1918 à 11h00, lorsque l'armistice entrait en vigueur, les patrouilles de l'avant-garde du II^e corps d'armée se trouvaient sur les rives de la Moselle.⁵³

Dans les jours qui suivirent, la mission prioritaire fut l'accueil des milliers de prisonniers alliés qui se présentaient aux unités, souvent dans un état physique et moral déplorable. Parmi eux, se trouvaient des Italiens qui étaient dirigés vers la base italienne de Lyon. Dès le premier jour de paix, le 12 novembre, une cérémonie avait été présidée par le général Albricci dans la commune de Maubert-Fontaine (Ardennes) où vingt soldats italiens étaient morts en captivité.

Le 17 novembre, le II^e corps d'armée commença la traversée de la Belgique qui devait le conduire à la fin du mois près de Namur où la troupe put jouir d'un repos mérité. Le 21 décembre 1918, le roi d'Italie, Victor-Emanuel III^e, accompa-

53. Le 11 novembre, jour de l'armistice, décédait à Coucy-lès-Eppes (Aisne) l'infirmière volontaire italienne de la Croix Rouge Maria Cozzi, âgée de 29 ans.



Défilé de troupes italiennes à Paris le 14 juillet 1919 (couverture de La Domenica del Cottiere, 27 juillet-3 août 1919).

gné par le prince héritier, vint lui rendre visite. Il fut aussitôt rejoint par le roi des Belges et le maréchal Pétain qui passèrent les troupes italiennes en revue.

Le 21 janvier 1919, le rapatriement débute par le départ du 64^e régiment de marche. Le gros du corps d'armée s'embarqua dans plusieurs convois ferroviaires entre le 17 février et le 8 mars, dans des gares situées dans la zone de Sait Menehould-Revigny. Le général Pittaluga écrira :

«En une froide matinée de soleil, le long train, tout décoré de frondaisons et de drapeaux tricolores des nations alliées, se dirigeait lentement vers le sud de la France. Les notes de la Marseillaise et de la Brabançonne se fondaient avec celles de la Marche royale [italienne] : la joie était dans nos esprits, mais aussi la mélancolie : comment ne pas penser aux 4 375 compagnons, morts au combat, qu'on laissait pour toujours dans la terre de France ? »⁵⁴

Au moment du départ, le maréchal Pétain adressa au général Albricci la lettre suivante :

«Au moment où vous allez retourner en Italie, je tiens à vous exprimer la satisfaction que j'ai éprouvée à avoir sous mes ordres le 2^e C.A. Italien.

Quand, en avril 1918, le II^e C.A. arriva en France, sa réputation de vaillance était déjà consacrée par les noms glorieux de Plava, Monte Cucco, Vodice, Monte Santo, Bainsizza, Montello. Je savais que je pouvais beaucoup demander à de pareilles troupes. Elles furent en effet de celles qui, le 15 juillet, contribuèrent à repousser les assauts furieux de l'ennemi. Elles furent ensuite appelées à reprendre les crêtes fameuses du chemin des Dames et participèrent ardemment avec les troupes françaises à la poursuite qui chassa l'ennemi hors de France.

Au nom du peuple de France, je les remercie.

Je salue vos glorieux drapeaux. Je salue aussi vos héros tombés au champ d'honneur. La France honorera d'un même culte tous ceux qui sont tombés sur son sol pour la plus noble des causes.

L'Italie peut être fière du Général Albricci et des troupes qui, sous ses ordres, ont combattu victorieusement sur le sol de France.»

Toutefois, une brigade mixte dénommée *Cacciatori delle Alpi*, composée des éléments les plus jeunes prélevés sur l'ensemble du corps d'armée, resta en Belgique. Commandée par le général brigadier Demetrio Cordero di Montezemolo et placée sous les ordres de la 8^e armée française, elle fut désignée pour participer à l'occupation de la Rhénanie où elle arriva le 15 mars 1919, prenant ses cantonnements dans la zone de Bergzabern où elle demeura jusqu'au 10 août. Avant de rentrer en Italie, où la brigade sera dissoute, un de ses bataillons parti-

54. V.E. Pittaluga, *In Italia, in Francia, a Fiume (1915-1919)*, Milano, Unitas, 1926, p. 21.

cipa, avec d'autres unités italiennes, au grandiose défilé allié de la victoire du 14 juillet sur les Champs-Elysées.

Les chiffres de l'effort

Au 1^{er} novembre 1918, des dizaines de nations avaient des troupes qui se battaient en France, soit sous les drapeaux de leur propre pays, soit intégrées dans d'autres armées. En termes d'effectifs, le corps d'armée italien, avec ses 49 740 hommes, se plaçait en cinquième position, après les Français, les Britanniques, les Américains et les Belges.⁵⁵ Les Italiens dépassaient ainsi en nombre les 34 000 Marocains et les 40 000 Indochinois qui se battaient dans les rangs de l'armée française.

Avec les diverses troupes auxiliaires, le nombre total de soldats italiens présents en France en 1918 approchait les 130 000, dépassant celui des Indiens (90 000) ou des Néo-zélandais (100 000). Rappelons que les plus importants réservoirs français d'hommes d'outre-mer, l'Afrique noire et l'Algérie, fournirent au cours de la guerre respectivement 180 000 et 172 800 hommes.

Voyons à présent quelle était la situation des troupes alliées sur le front italien. Le 23 octobre 1918, à la veille de l'offensive finale italienne qui s'achèvera avec la bataille de Vittorio Veneto et la capitulation de l'Autriche, les troupes alliées en Italie comprenaient 51 divisions italiennes, 3 britanniques, 2 françaises, une tchécoslovaque ainsi qu'un régiment américain ; elles faisaient face à 58 divisions austro-hongroises.

En ce qui concerne les victimes, les pertes des soldats italiens en France se chiffrent à environ 6 000, dont 608 volontaires italiens engagés dans les rangs de l'armée française (y compris les morts de la Légion garibaldienne). De leur côté, les Français eurent à déplorer sur le front italien 1 300 morts et 2 302 blessés, et les Britanniques 1 024 morts et 5 073 blessés. Cette relative disproportion dans les chiffres servira quelques années plus tard les discours démagogiques du fascisme : l'Italie « prolétaire et généreuse », n'aurait pas été récompensée de ses efforts par les puissances « ploutocratiques et égoïstes ». La commémoration des victimes de la guerre, au lieu de rassembler les pays vainqueurs, était devenue un enjeu politique.

Les avatars de l'opinion publique

Quelle était à la veille de la première guerre mondiale la vision que l'opinion publique française avait du soldat italien ? Dans l'ensemble, elle était fort

55. Nombre de soldats présents sur le front français au 1^{er} novembre 1918 : France 2 659 084, Grande-Bretagne 1 837 323, Etats-Unis 1 821 499, Belgique 167 126, Italie 49 740, Portugal 35 253. Source : *les Armées françaises dans la Grande Guerre d'après les archives du GQG des armées alliées*. Ces chiffres comprennent uniquement les combattants, à l'exclusion de troupes auxiliaires.

médiocre et marquée par des stéréotypes ancestraux, forgés à l'occasion des guerres d'Italie quatre siècles auparavant. Aux yeux d'un grand nombre de Français, le combattant italien était considéré bravache et fanfaron, un mercenaire prêt à se vendre au gré des circonstances, indigne de confiance tant au plan militaire que moral, pouvant être considéré, tout au plus, comme un « guérillero ». Les souvenirs de la fraternité d'armes de 1859 avaient été rapidement effacés par ceux des combats qui, en 1867, avaient opposé les garibaldiens aux troupes françaises, intervenues pour défendre le pouvoir temporel du pape. Plus récemment encore, la III^e République et le Royaume d'Italie avaient entretenu constamment des relations tendues, d'abord en raison de « l'affaire » de Tunisie, puis de l'adhésion de Rome à la « Triple alliance » germano-austro-italienne, alliance désignant de fait la France comme le principal ennemi.

L'immigration italienne, particulièrement importante au début du siècle, avait participé à la construction de cette figure de l'Italien-type, prêt à se vendre pour un salaire misérable, se situant quelque part entre le dangereux militant anarchiste et la masse des déshérités, agaçante par ses pratiques religieuses ostentatoires. En 1893, des incidents graves avaient éclaté à Salines d'Aigues-Mortes, où une vingtaine d'italiens furent lynchés par la foule. L'année suivante, l'assassinat du président de la république Sadi Carnot par l'anarchiste italien Caserio, donna lieu également à des manifestations de xénophobie anti-italiennes.

En 1914, le passif était donc lourd et les préjugés considérables. L'engagement en France de la Légion garibaldienne n'avait pas changé de façon substantielle cette vision des choses. Certes, les légionnaires bénéficiaient, encore, parfois, du souvenir ému de 1870, comme le raconte Marabini, relatant une rencontre avec un vieillard à Maison-en-Champagne :

« Dans cette maison, il n'est resté qu'un vieux ; trois mots ont suffi à nous faire connaître de lui : Garibaldi, soixante-dix, les petits-fils... [...]. Ce petit vieux nous a chanté une strophe d'une chanson du temps :

C'est moi : je suis Garibaldi
Je viens pour aider la France
Et protéger sa liberté !

La voix cassée ne rendait pas bien l'air ; néanmoins nos yeux se sont mouillés, et notre hôtesse a servi avec un sourire plus aimable l'unique plat de notre repas. »⁵⁶

Mais tous les français ne conservaient pas, comme ce vieillard, le souvenir ému des garibaldiens de 1870. Pour la droite nationaliste et cléricale, le héros des deux mondes était devenu « le symbole de la République que l'on traita de gueuse. Le monde réactionnaire et clérical, anti-communard et anti-socialiste,

56. Camillo Marabini, *Les Garibaldiens de l'Argonne*, 1^{re} éd. 1917, Nîmes, 2005, p. 114-115.

finit alors par faire de Garibaldi un monument à outrager ou à dénigrer.»⁵⁷ Pour beaucoup d'autres français, Garibaldi était tout simplement un lointain et vague souvenir, dépourvu désormais de toute signification.

Les volontaires italiens de 1914 ne pouvaient donc pas compter uniquement sur le patronage spirituel de Garibaldi pour conquérir l'opinion publique. Au front, ils s'étaient certes battus avec héroïsme mais, compte tenu du rapport de forces, leur participation était restée marginale. Au plan de la discipline, Marabini lui-même reconnaît que les choses laissaient à désirer :

« Y a-t-il une corvée d'eau à faire ? Il n'y a pas moyen de mettre la main sur un volontaire. Et tous se présentent (quelques-uns même deux fois) pour recevoir le bouillon ! [...] Les volontaires ont passé la nuit autour d'immenses brasiers, à se chauffer et à dire du mal de leurs officiers. Moi qui, par respect pour la discipline, faisais semblant de dormir, j'en ai entendu de cruelles sur le compte de notre chef de compagnie. Dans le fond, cela me faisait plaisir ! On dit qu'à minuit la messe de Noël a été célébrée, et l'on ajoute même que l'aumônier [français] a été fort scandalisé de ne voir aucun des nôtres.»⁵⁸

Une fois au repos, dans leur dépôt d'Avignon, les problèmes avaient empiré dans cette formation de volontaires peu portés à la vie de caserne. Divers incidents furent signalés : relâchement général de la discipline, refus de soigner les animaux du régiment, rixes, vols etc. Ils furent stigmatisés et peut-être exagérés dans plusieurs télégrammes et rapports rédigés par les autorités locales et qui ne furent pas étrangers à la dissolution un peu précipitée de l'unité.

Par la suite, nous avons vu que la contribution des T.A.I.F., bien que stratégiquement non négligeable, avait encore nui au prestige militaire de l'Italie, ces unités de « travailleurs en uniforme », désarmées et parfois loquetauses, n'incarnant pas précisément les meilleures vertus guerrières.

Militairement parlant, l'intervention des troupes du général Albricci en 1918 avait été couronnée d'un succès sans réserves. Mais désormais, on songeait à l'après-guerre, et déjà les demandes et exigences de la diplomatie italienne paraissaient peu compatibles avec les grands projets de réorganisation de l'Europe. L'Italie, ancienne alliée des empires centraux, entrée en guerre une année trop tard,⁵⁹ ne devait pas se montrer trop exigeante, surtout aux frontières de l'est où il était important de ménager un nouvel allié, destiné à naître des dépouilles de l'Autriche : la Yougoslavie. En dépit de la fraternité d'armes, l'Italie, plus qu'un allié, demeurait aux yeux de la diplomatie et de l'opinion publique françaises, un « compagnon de route » dont il fallait se méfier.

57. Hubert Heyriès, *Les Garibaldiens de 14*, Nice, Serre éditeur, 2005, p. 46.

58. C. Marabini, *Les Garibaldiens de l'Argonne*, op. cit., p. 129.

59. Si l'Italie était entrée en guerre contre l'Autriche le 24 mai 1915. Elle n'avait déclaré la guerre à l'Allemagne que le 27 août 1917.

Certains épisodes illustrent de façon particulièrement emblématique cette méfiance. C'est ainsi que le 22 avril 1916, la Ligue maritime organisa à la Sorbonne, en présence du président de la République et de plusieurs ministres, une importante réunion de propagande en l'honneur des Etats-Unis. L'orateur, après avoir annoncé «qu'il est diverses manières de comprendre le métier de roi» (façon, pour la République française, de rendre hommage aux monarchies alliées), commença par citer le roi Albert de Belgique.

«A ce nom, toute l'assemblée éclata en applaudissement, se mettant debout et réclama de la musique l'hymne national belge, qui fut écouté par le président de la République et par toutes les autorités, debout. Le calme revenu, l'orateur cita le roi Georges d'Angleterre, et on renouvela la démonstration. A nouveau le calme revint, et l'orateur cita le roi Victor Emmanuel d'Italie. Silence complet, dans la salle on n'entendait pas une mouche voler et on avait l'impression que tout le monde craignait un sifflet. Moment très pénible.»⁶⁰

Au front, les relations furent dans l'ensemble très bonnes. Les officiers italiens se plaisaient à souligner l'extrême courtoisie, la camaraderie de leurs homologues français, mais se plaignaient, parfois, de l'attitude des «poilus» qui manifestaient «indifférence et, parfois un certain mépris.»⁶¹

En dépit de cette méfiance réciproque, une fois la guerre finie, les cimetières militaires italiens en France et français en Italie, auraient pu devenir les lieux de commémoration de l'amitié retrouvée entre les deux sœurs latines. L'histoire en décida autrement, l'enthousiasme de la victoire laissant vite la place à l'amertume, l'Italie se considérant sacrifiée et humiliée par ses alliés. Avec l'arrivée au pouvoir du fascisme, les relations entre les deux pays se dégradèrent ultérieurement, débouchant, deux décennies plus tard, sur la guerre ouverte.

Voyons comment, des deux côtés des Alpes, les cimetières militaires échouèrent dans cette «diplomatie des morts».

Les cimetières militaires italiens en France

Au total, environ 6000 militaires italiens laissèrent leur vie sur le sol de France: 350 de ces dépouilles furent rapatriées⁶², mais 5 450 restèrent sur le sol français. Un premier travail d'identification et d'enterrement des corps fut effectué par des équipes de recherche animées par les aumôniers italiens. Après la bataille de l'Ardre, durant deux mois, un millier de corps fut ainsi récupéré.

Une fois le II^e corps d'armée rentré en Italie, une partie de ces tombes provisoires, très souvent dispersées dans de petits cimetières civils, fut progressive-

60. Nicola Brancaccio, *In Francia durante la guerra*, Milano, Mondadori, 1926, p.88.

61. Mario Caracciolo, *Le truppe italiane in Francia*, Milano, Mondadori, 1929, p.51.

62. Parmi des dépouilles rapatriées, figurent celles de Bruno et Costante Garibaldi.

ment regroupée. De nos jours, les soldats italiens morts en France durant la première guerre mondiale, reposent dans les cimetières suivants :

- Bligny (Marne), près de Reims. Ce cimetière militaire italien a été inauguré en 1921, les travaux d'aménagement se poursuivant jusqu'en 1927. Il contient 3 440 dépouilles, dont 3 040 dans des tombes individuelles et 400 en ossuaire.
- Soupir (Aisne). Ce cimetière militaire italien contient 588 dépouilles. Il est situé à proximité du Chemin des Dames, où le II^e corps d'armée italien se batit en juin et juillet 1918. Crée en 1932, le cimetière dispose en son centre d'une grande croix en ciment blanc.
- Labry (Meurthe et Moselle), sanctuaire militaire international dans le cimetière communal : 123 dépouilles.
- Lyon (Rhône), carré dans le cimetière communal La Guillotière-Nouveau : 71 dépouilles.
- Lyon (Rhône), carré dans le cimetière communal La Doua : 66 dépouilles.
- Metz (Moselle), carré dans le cimetière militaire de Chambière : 91 dépouilles.
- Paris (Seine), secteur dans le cimetière communal d'Ivry : 37 dépouilles.
- Dijon (Côte-d'Or), carré dans le cimetière communal des Pesoces : 14 dépouilles.
- Chambéry (Savoie) : 25 dépouilles, enterrées en 1919 au cimetière communal du Paradis, puis transférées en 1935-1950 vers le nouveau cimetière de Charrière-Neuve.

Quelques dépouilles de soldats italiens se trouvent également dans les cimetières communaux de Cannes, Rouen et Antibes, et quatre au sanctuaire militaire italien de Saint-Mandrier. Il est à noter que les volontaires italiens engagés dans l'armée française (exception faites de ceux appartenant à la Légion garibaldienne), reposent dans des cimetières militaires français.

Les deux seuls cimetières spécialement dédiés aux troupes italiennes engagées en France lors de la première guerre sont ceux de Soupir et de Bligny. Le plus important, celui de Bligny, a été construit en 1931 à proximité de la colline qui fut le théâtre de furieux combats en juillet 1918. En son milieu, se trouve un autel de marbre blanc, très simple, utilisé pour la célébration des messes. Dans ce cimetière, on retrouve également les dépouilles de 66 soldats italiens de la Légion garibaldienne tombés en 1914-15, ainsi qu'un monument à leur souvenir.

Les cimetières militaires français en Italie

Les Français eurent à déplorer en Italie environ 1 300 morts. A peu près deux centaines étaient des marins, pour les autres, dans leur immense majorité, il s'agissait de soldats tombés sur les champs de bataille de la Vénétie.

La plus importante nécropole militaire française en Italie est celle du Monte Tomba. Située dans la commune de Pederobba (*provincia* de Treviso), elle domine le fleuve Piave, à l'endroit même où les troupes françaises engagèrent en 1917 et 1918 d'après combats contre les Autrichiens.

La nécropole se présente sous la forme d'un ossuaire qui fut inauguré le 27 juin 1937, en présence du sous-secrétaire aux Affaires étrangères De Tessar et d'une unité de chasseurs-alpins ; l'Italie était représentée par le sous-secrétaire à la guerre Alberto Pariani. Monseigneur Piazza, patriarche de Venise, le bénit.

L'ossuaire contient 900 dépouilles de militaires français, dont 12 inconnus. Projeté par l'architecte français Camille Montagné, il se présente comme un impressionnant rempart de cent mètres de long, dix de hauteur et six de largeur, symbolisant l'arrêt de l'offensive autrichienne. Devant lui, un monument de Louis Lengue représente deux figures féminines, la France et l'Italie, tenant sur leurs genoux la dépouille d'un soldat français. Dans une niche du monument, a été déposée un peu de terre provenant de Bligny. Le registre des morts se trouve aux archives municipales. A noter que d'autres dépouilles furent rapatriées en France à la demande des familles.⁶³

Les autres nécropoles italiennes où reposent des militaires français de la Grande Guerre⁶⁴ se trouvent à :

- Castiglione : 22 corps.
- Livourne, en Toscane : 55 corps.
- Milan : 50 corps.
- Rome : 19 corps.
- Tarente, dans les Pouilles : 166 corps.
- Venise, 19 corps.

Les enjeux de la commémoration

Dès 1919, la Ligue franco-italienne⁶⁵, présidée par le sénateur Gustave Rivet⁶⁶, avait pris l'initiative d'une action visant la construction de deux monuments ossuaires à ériger en même temps, au Monte Tomba, afin de commémorer les soldats français morts en Italie, et à Bligny, près de Reims, en souvenir des soldats italiens tombés en France.⁶⁷ Ce projet se proposait de marquer ainsi, de façon solennelle, l'amitié entre les deux pays.

63. Sergio Ramon, *Pederobba 1915... 1918 – eroi sconosciuti*, Pederobba, éd. Pro Loco Comunale, 1998.

64. Pour mémoire, je signale qu'au cimetière de Sciacca (*provincia d'Agrigento*, en Sicile) se trouvent les 19 corps des victimes de la catastrophe du dirigeable Dixmude, de la Marine nationale, tombé en Méditerranée le 24 décembre 1923.

65. La Ligue Franco-Italienne avait été constituée en 1888 sous le haut patronage de Sa Majesté le Roi d'Italie et du Président de la République Française.

66. Gustave Rivet, né à Domène (Isère) le 25 février 1848, mort à Fayet (Haute Savoie) le 20 juin 1936. Député de l'Isère de 1883 à 1903, puis sénateur et vice-président du sénat de 1903 à 1924. Membre de la Gauche radicale, il s'illustra pour ses propositions de loi sur la réduction du service militaire et par l'abrogation de l'article 340 du Code civil interdisant la recherche en paternité.

67. Museo del Risorgimento, Milano, fondi Albricci, cartella ne 119 : rapport allo Stato Maggiore Centrale del Tenente-Collonelce Martin-Franklin, addetto militare presso l'Ambasciata d'Italia a Parigi, 8 août 1923.

Les gouvernements français et italien avaient versé chacun une première subvention : celle du gouvernement italien se chiffrait à 135 000 francs, celle du gouvernement français à 100 000 francs. Par ailleurs, la Ligue franco-italienne avait reçu les sommes données par les anciens soldats du II^e corps d'armée qui se chiffraient à 48 212 lires et 50 768 francs (total : 81 914 francs), tandis que les divers autres dons atteignaient les 15 000 francs. Ces fonds n'étaient pas négligeables mais demeuraient insuffisants, car on calculait qu'il aurait fallu environ un million et demi de francs pour mener à bon port les deux projets.

Toutefois, comptant sur des subventions ultérieures, la Ligue franco-italienne persista dans son projet. Les architectes furent désignés : il s'agissait, pour le monument du Monte Tomba, du Professeur Manfredo Manfredi et, pour le monument de Bligny, du Professeur E. A. Menot, membre de l'Institut. Les projets définitifs furent présentés et approuvés.

Le 29 mai 1921, la première pierre fut posée à Bligny en présence de M. Barthou, ministre de la guerre, et du maréchal Pétain. Le discours du sénateur Rivet, président de la Ligue franco-italienne, évoquait avec optimisme les bienfaits d'une alliance franco-italienne pourtant de moins en moins d'actualité :

« Nous voudrions que le monument que nous allons élèver fût d'un granit indestructible, que, comme les antiques pyramides, il résiste aux injures des siècles, et qu'il dise aux générations futures le geste de la généreuse Italie, l'héroïsme de ses soldats, et la reconnaissance de la France. Et que cette pierre que nous allons poser soit aussi la base d'une alliance qui doit – après la fraternité des batailles – unir dans la paix les deux sœurs latines qui ont lutté pour le même idéal, et dont les mains puissantes élèvent le même flambeau. »⁶⁸

La cérémonie de Bligny fut suivie peu après, le 22 septembre 1921, d'une autre analogue sur le Monte Tomba.

Mais ce qui ne devait être qu'un début, constitua en fait le chant du cygne. En France comme en Italie, les travaux furent stoppés. Les promoteurs de la Ligue franco-italienne se heurtaient au manque de fonds mais aussi à la dégradation des relations entre les deux pays. Le souvenir de l'ancienne solidarité d'armes s'estompait rapidement, laissant place à des querelles diplomatiques et politiques de plus en plus âpres. L'Italie, convaincue d'avoir eu un rôle déterminant dans la victoire alliée, considérait qu'on l'avait sacrifiée au moment des négociations du traité de Versailles, lui refusant notamment la Dalmatie que, sur pression du président Wilson, on avait finalement attribué à la Yougoslavie. L'expédition de Fiume avait encore aggravé les relations franco-italiennes : en juillet 1919, des incidents opposant les troupes d'occupation des deux pays, avaient occasionnés

68. Museo del Risorgimento, Milano, fondo Albricci, cartella ne 119: discours de M. Gustave Rivet, sénateur, lors de la cérémonie de la pose de la première pierre du monument qui devait s'élèver à Bligny, près de Reims.

neuf morts dans les rangs de l'armée française. Ils devaient déboucher sur l'expédition de D'Annunzio et l'annexion de la ville par l'Italie. Finalement, dans un climat de guerre civile et sous la pression des milices fascistes qui avaient organisé une manifestation de force appelée «la marche sur Rome», le 31 octobre 1922, Mussolini fut nommé président du conseil des ministres. L'engagement italien à côté de la France et des autres alliés, qui avait eu au départ comme vocation d'ancrer solidement l'Italie dans le champ démocratique, avait ainsi abouti à un résultat diamétralement opposé, faisant le lit du nationalisme d'abord et du fascisme ensuite.

Le nouveau régime servit à un peuple désorienté le mythe de la « victoire mutilée »: les alliés avaient gagné la guerre grâce à l'Italie, mais à présent ne montraient à son égard qu'un mépris égoïste. Voici comment en 1930, le quotidien *Il Popolo d'Italia* exposait la situation :

« Notre neutralité libera entièrement “l'Armée des Alpes” (310 000 hommes) que l'état major français avait destiné à faire face à l'armée italienne et permit de réduire l'armée allemande qui attaquait en France de 150 000 hommes. Au total, les Français reçurent de l'Italie une aide équivalente à un demi million de soldats combattants. La fameuse bataille de la Marne (7-12 septembre) se déroula dans le temps nécessaire au transport vers le front franco-anglais de “l'Armée des Alpes”, et dans la période où, du côté allemand, on aurait du recevoir les renforts. Les savants de stratégie français (généraux Culman, Camon, etc.) calculent que le manque de deux ou trois corps d'armée allemands dont le chef d'état major allemand Von Moltke affaiblit l'aile droite qui marchait sur Paris, provoqua la victoire française de la Marne. Les résultats de la bataille de la Marne furent donc déterminés par l'attitude politique de l'Italie. »⁶⁹

Le mythe de la « trahison » de la part de la France était ainsi devenu une vérité officielle incontournable, quitte à mentir avec les chiffres : on constate en effet, qu'un des ouvrages italiens de l'époque consacrés à ces événements, n'hésite pas à proposer une comptabilité aussi macabre que mensongère, indiquant que les Français avaient perdu sur le Monte Tomba 500 soldats « entre morts et blessés » (alors que l'ossuaire, inauguré en 1937, renferme à lui seul 900 corps).⁷⁰

Dans un tel climat de hargne, il n'était pas possible d'envisager le lancement des souscriptions nationales nécessaires à compléter les sommes déjà disponibles. Que faire donc de ces deux projets ? Les autorités militaires tâtonnaient, hésitant entre le souci de la commémoration et les considérations politiques. En 1923, le ministère de la guerre italien proposa de relancer le dossier, insistant (cela paraissait davantage dans l'air du jour) sur le fait qu'«... on en tirerait un

69. *Il Popolo d'Italia*, 24 mai 1930.

70. Mario Caracciolo, *Bligny-Ardre-Chemin des Dames*, Roma, Libreria del Littorio, 1928, p. 116.

plus grand avantage pour notre juste propagande relative à l'aide prêtée par l'Italie à la France.»⁷¹

Dans un courrier du 29 juillet 1927 adressé par l'attaché militaire italien à Paris, le colonel Masi, à son ambassadeur,⁷² la situation était résumée comme suit :

«Excellence,

Le Chef du Gouvernement [il s'agit de Benito Mussolini] quand il sut, en 1924, qu'on aurait débuté les travaux pour un monument à Bligny et pour un monument au mont Tomba, sur l'initiative de la Ligue Franco-Italienne, donna des ordres précis et personnels pour que l'Ambassade [d'Italie à Paris] intervint aux fins de suspendre chaque chose, et obtenir la restitution des sommes versées par le II^e corps d'armée.

Certainement, le Chef du Gouvernement voulait ainsi éviter l'exploitation par les Français, au Tomba, de notre résistance sur le Piave.

Mon prédécesseur, le lieutenant-colonel Martin Franklin, obtint qu'on puisse suspendre sine die le début des travaux pour le monument, mais il reçut un refus précis pour la restitution de notre argent, car le Comité (et pour lui le vice-président, le commandeur Penso, maçon), [sic !] déclara qu'on ne pouvait pas attribuer cet argent à une autre œuvre sinon celle pour laquelle les souscripteurs avaient signé.

Et la question demeura à ce point.

Désirant à présent, comme V.E. suggère, récupérer les 80 000 lires versées par le II^e corps d'armée, l'Ambassadeur, que j'ai entendu à ce propos, pense que la meilleure voie à suivre soit la suivante :

Votre Excellence devrait m'envoyer un courrier, dans lequel, après avoir constaté qu'il est impossible de construire deux monuments avec des sommes récoltées ainsi limitées, conclurait en affirmant que les donateurs du II^e Corps d'Armée désiraient attribuer la somme par eux souscrite à l'amélioration pure et simple du cimetière de Bligny, et que vous me donnez mandat pour demander la restitution de l'argent.

Avec votre délégation, j'entamerai avec tact les démarches nécessaires et, si on parvenait à obtenir la somme, on pourrait après décider de son emploi, dans le cadre des directives du Chef du Gouvernement (à mon avis l'idée du portail est excellente).»

On constate donc que dès 1927, le gouvernement et l'ambassade italiens avaient renoncé définitivement à la construction d'un monument à Bligny. La raison est évoquée de façon explicite dans le courrier de l'attaché militaire italien : les deux monuments devant être construits simultanément, on craint que les français ne

71. Museo del Risorgimento, Milano, fondo Albricci, cartella ne 119: note du Ministre de la guerre italien au Ministre des affaires étrangères, 21 août 1923.

72. Museo del Risorgimento, Milano, fondo Albricci, cartella ne 119: courrier de l'attaché militaire Masi près l'ambassade d'Italie à Paris à l'ambassadeur, 29 juillet 1927.

« profitent » de cette occasion pour mettre en avant leur rôle dans la bataille du Piave qui se devait, compte tenu de l'idéologie nationaliste du régime fasciste, de demeurer une victoire exclusivement italienne. On essayera donc de récupérer l'argent versé par les anciens combattants italiens et, pour « faire passer la pilule », on installera un nouveau portail au cimetière de Bligny. Circulez, il n'y a rien à voir...

Dans les années qui suivirent, d'autres initiatives sans suite virent le jour. Le consul d'Italie à Reims proposa, en 1929, la construction « d'un phare tricolore [aux couleurs italiens] allumé en permanence et qui, du haut de la colline, rappellerait à tous, nos morts et l'Italie. »⁷³ Et le 7 mai 1936, dans un climat international désormais largement dégradé, l'abbé Bénéré, curé de Chaumuzy et Bligny, trouvait encore le courage de déclarer, à l'occasion de la cérémonie *in memoriam* du général Albricci :

« C'est lui [le général Albricci] qui a déterminé l'endroit où doit s'élever le monument que nous, Français, nous nous proposons d'ériger à la mémoire des soldats italiens morts en France aux Champs d'honneurs ; tout comme, par réciprocité, les Italiens veulent élever, sur le Mont Tomba, un monument à la mémoire des Français tombés dans la fameuse victoire du Piave ». ⁷⁴

Le monument restant au stade du projet, en 1936 les derniers espoirs se tournèrent vers une opération nettement moins coûteuse mais néanmoins très chargée de symboles. Le Comité France-Italie, présidé par l'académicien Louis Madelin, soumit au Président du conseil des ministres la proposition de donner le nom du général Alberico Albricci, qui venait de décéder, à une rue de Paris, mais la proposition n'aboutit pas.

Toutes ces initiatives ne pouvaient qu'échouer, puisque le régime fasciste était bien décidé à centraliser la création et l'entretien des cimetières militaires, dépossédant les diverses initiatives locales. Dès le 12 octobre 1927, Mussolini avait nommé le général Giovanni Faracovi, *Commissario straordinario per le onoranze ai caduti in guerra*. L'enjeu était considérable, et

« l'autonomie décisionnelle [...] n'était, en fait, plus tolérable dans un Etat qui avait confisqué le culte des morts, transformant progressivement le héros de guerre en héros fasciste. »⁷⁵

D'importants chantiers de construction de nécropoles furent ainsi lancés, culminant, le 19 septembre 1938, avec la cérémonie d'inauguration, présidée per-

73. Museo del Risorgimento, Milano, fondo Albricci, cartella ne 119: note sans date.

74. Museo del Risorgimento, Milano, fondo Albricci, cartella ne 163. Le général Albricci était décédé le 2 avril 1936 à Rome.

75. *Annali di architettura*, ne 15, 2003, article de Anna Maria Fiore : « La monumentalizzazione dei luoghi teatro della Grande Guerra : il sacrario di Redipuglia di Giovanni Greppi e Giannino Castiglioni », p. 235.

sonnellement par Mussolini, du gigantesque cimetière de Redipuglia,⁷⁶ un des plus imposants d'Europe. Symbole de cette appropriation des morts de la Grande Guerre réalisée par le régime, on peut y remarquer, aujourd'hui encore, le mot "présent", sculpté de façon obsessionnelle sur tout le monument. Cette parole reprenait un élément clé de liturgie mortuaire fasciste, à l'occasion de laquelle elle était criée par les participants, en réponse au nom du mort déclamé par un hiérarque.

L'architecture et les cérémonies de ces monuments, qui se voulaient tous impressionnantes, devait susciter non plus le souvenir et la douleur, mais au contraire l'exaltation guerrière et le culte du martyre. De fait, leur fréquentation changea de façon significative : alors que dans les années 1920 on y rencontrait essentiellement des familles et des survivants, venus se recueillir sur la tombe d'un proche, au cours de la décennie suivante les nécropoles devinrent les lieux privilégiés des commémorations de masse orchestrées par les diverses organisations fascistes. Désormais, les cimetières militaires devenaient une des chorégraphies privilégiées

« où des millions de personnes célébraient [...] les fêtes de la nation, les anniversaires du régime, les victoires de la "révolution", le culte des morts pour la patrie, la glorification des héros, la consécration des symboles, les apparitions du duce. »⁷⁷

Arnaldo Mussolini, le frère du duce, l'annonçait fièrement :

« De même que, dans chaque coin d'Italie, il y a aujourd'hui – sous l'impulsion et par volonté du fascisme – un monument qui atteste de la fidélité, de la dévotion et du souvenir envers les Morts pour la Patrie, de même aujourd'hui on trouve dans chaque village d'Italie une section du PNF [Parti National Fasciste]. »⁷⁸

Les cimetières situés en terre étrangère subirent la même évolution. Divers projets, tous caractérisés par le monumentalisme, furent élaborés concernant notamment Corfou, Salonique (en Grèce) Sebenico (en Yougoslavie), et Bligny. Ce dernier constituait un des chantiers les plus importants, mais l'éclatement de la deuxième guerre mondiale empêcha sa réalisation. On avait envisagé d'y construire une nécropole composée de murs-ossuaires évoquant une forteresse, accessible par d'imposants escaliers, le tout surmonté par douze colonnes doriques placées au centre. L'ensemble aurait présenté un contraste saisissant avec l'actuel cimetière et ses tombes simples, au milieu de la verdure.

76. Le cimetière de Redipuglia est situé dans la *provincia* de Gorizia, à proximité immédiate de la frontière Slovène, sur les pentes même du mont Sei Busi où le II^e corps d'armée avait mené d'âpres combats avant d'arriver en France.

77. E. Gentile, *Il culto del littorio. La sacralizzazione della politica nell'Italia fascista*, Rome-Bari, Laterza, 1998, p. VII.

78. Arnaldo Mussolini, « Il popolo e lo Stato », dans *Il Popolo d'Italia*, 17 mars 1929.

De l'autre côté des Alpes, le monument du Monte Tomba fut inauguré le 27 juin 1937. La présence d'une compagnie de chasseurs alpins français ne pouvait pas masquer le fait qu'il s'agissait d'une cérémonie très politique, dans laquelle les «chemises noires» du régime étaient présentes en force.

En dehors de ces vastes projets, restait le souvenir entretenu avec affection par la ville d'Epernay, sauvée de la conquête allemande par le sacrifice du II^e corps d'armée. Dans l'entre-deux guerres, Epernay commémorait chaque année le souvenir de ce fait d'armes, en présence du général Albricci, fait citoyen d'honneur de la ville le 29 mai 1921. La ville avait également reçu des autorités italiennes, en 1919, la *Croce di Guerra* qui aujourd'hui encore figure dans les armoiries de la ville. A l'occasion de cette cérémonie, le général Albricci déclara : «Nous aimons votre ville comme un enfant cher qu'on a pu arracher à la mort !»

Un sacrifice inutile ?

Que reste-t-il aujourd'hui de cet effort considérable, de ces dizaines de milliers de soldats italiens qui vinrent donner leur jeunesse et, parfois, leur vie, à la France au moment le plus terrible de son histoire ? Il faut l'admettre : pas grande chose. Le fascisme et la deuxième guerre mondiale sont passés par là et, dans la mémoire collective française, l'Italie du XX^e siècle est aujourd'hui davantage perçue comme l'alliée d'Hitler que comme l'amie du poilu. En Italie même, leur sort est rarement évoqué, les souvenirs de la Grande Guerre participant du discrédit général qui frappe aujourd'hui cette gigantesque boucherie dans laquelle l'Italie se précipita de façon inconsidérée et qui fit, finalement, le lit du fascisme.

Pourtant, ces soldats se battirent avec valeur et même avec enthousiasme : certes, ils étaient dans leur immense majorité des conscrits à qui l'on ne demandait pas un avis sur la conduite des opérations, mais les témoignages de l'époque s'accordent pour décrire leur enthousiasme quand, quittant en plein été leurs cantonnements sur les bords du lac de Garde et tout au long de leur trajet vers les Alpes, ils se dirigeaient vers le plus meurtrier des champs de bataille du monde. Certains, comme leurs homologues volontaires de la Légion garibaldienne de 1914, étaient heureux de pouvoir se porter au secours d'un pays qui demeurait, à leurs yeux, la patrie de la culture, de la démocratie, de la république et des droits de l'homme ; tous, dans le climat patriotique du début du siècle, savaient avoir une dette vis-à-vis des soldats français qui, en 1859, avaient permis à l'Italie de se bâtir.⁷⁹

79. Il est à noter qu'au moment de son départ pour la France, le II^e corps d'armée se trouvait à Desenzano, à proximité immédiate des champs de bataille de Solferino et San Martino où Italiens et Français se battirent ensemble en 1859. On peut imaginer sans difficulté qu'à l'occasion de ce séjour, une partie d'entre eux – tout au moins les officiers – se rendirent sur les lieux qui commémorent cette fraternité d'armes et la naissance de l'Italie unifiée.

L’engagement militaire italien en France fut placé d’emblée sous le signe de la fraternité entre les peuples et, plus spécialement, de la solidarité « latine » entre les deux pays. Le sacrifice de ces soldats, volontaires ou pas, était censé mettre fin aux errements de la diplomatie qui avait éloigné les deux pays à la fin du XIX^e siècle. Marabini l’écrivait clairement, avec des propos qui pourraient passer pour cyniques si on ne savait pas que lui-même avait exposé à deux reprises sa vie en France, en 1914 et en 1918 :

« Il faut, c’est l’histoire qui se renouvelle, il faut oser ! Il faut un fait, un fait héroïque. Jeter des cadavres sur lesquels personne, ensuite, ne puisse plus passer ; renouer, avec le sacrifice, une tradition de fraternité interrompue par les erreurs et les fautes des gouvernements. »⁸⁰

Il y eut les cadavres, par milliers, mais ils ne furent pas suivis de l’amitié escomptée. Dans une lettre à sa femme, écrite le 7 novembre 1918, quatre jours seulement avant la fin des hostilités, le général Albricci, en vieux soldat, présentait déjà l’oubli qui allait tomber sur le sacrifice de ses soldats :

« *Quando torneremo in Italia, nessuno penserà più a quello che abbiamo fatto. Non importa, abbiamo nel cuore la coscienza di aver messo tutto quello di cui eravamo capaci al servizio del paese.* »⁸¹

Nous avons vu comment le fascisme confisqua le culte des morts pour en faire un de ses instruments d’encadrement de la population. Mais cette stratégie ne se limita pas aux victimes de la première guerre mondiale, transformées à leur insu en héros fascistes, elle s’étendit également au *Risorgimento*, et même au patriotisme italien dans son ensemble, assimilation qui finalement fut prise en compte en sens négatif par l’ensemble de l’opinion publique italienne au moment où le régime mussolinien s’écroula. De Felice souligne que le 8 septembre 1943 marqua non seulement la fin du fascisme, mais également celle de l’idée d’Italie en tant que nation. C’est seulement quatre décennies plus tard, avec l’apparition du sécessionnisme xénophobe de la *Lega del Nord*, que certains Italiens sentiront le besoin de se rapprocher de ces notions de patriotisme démocratique et de solidarité au nom desquels beaucoup de leurs ancêtres s’étaient sacrifiés, dans l’Ardenne, sur l’Ardre ou au Chemin des Dames. Leur commémoration, loin d’être archaïque, devient ainsi de nos jours d’une brûlante actualité.

Julien SAPORI

80. Camillo Marabini, *Les Garibaldiens de l’Argonne*, 1^{re} éd. 1917, Nîmes, Lacour, 2005, p. 33.

81. Museo del Risorgimento, Milano, fonds Albricci, dossier 120, lettre du 7 novembre 1918 du général Albricci à sa femme, la comtesse Vittoria Doix. Traduction : « Quand nous rentrerons en Italie, personne ne pensera plus à ce que nous avons fait. N’importe, nous avons mis tout ce dont nous étions capables au service du pays ».

Remerciements

En France :

- Ville de Chambéry
- Ville de Dijon
- Ville d'Epernay
- Ville de Lyon
- Consulat d'Italie à Lille.
- M. Jean Vedovati

En Italie :

- Comune de Bettola (Piacenza)
- Comune de Pederobbia (Treviso)
- Museo del Risorgimento, Milano.
- Capitano di Vascello Emiliano Saporì

